

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

La trahison permanente (*Varine*). — Le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste (*G. Zinoviev*). — Héros et Martyrs du Communisme : Marc Nathanson-Bobrov (*Angelica Balabanov*). — L'Internationale Communiste aux I. W. W. (*G. Zinoviev*). — Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg (In Memoriam) (*Henri Guilbeaux*). — Le militarisme et la lutte de classes (*Henriette Roland Holst*).

Adhésion d'un anarchiste au Parti Communiste (*Eric Musham*). — Le Programme agraire du Parti Communiste allemand (Spartakusbund). — « Le Feu » d'Henri Barbusse (*Maxime Gorki*). — Le Mouvement communiste israélite (*M. Rafes*). — Correspondance Internationale : Suisse (*J. Humbert-Dros*). — Finlande. — Loyauté des reconstruc-teurs, Documents et Communications diverses. etc...

La Trahison Permanente

Mauvaise méthode que celle de traduire devant la Fédération de la Seine un ou deux élus, pour leur demander compte de leurs « tentatives » de collaboration de classes. De telles réunions ne peuvent que créer la confusion ou, plus exactement aggraver celle qui existe déjà, et la dernière assemblée du Conseil Fédéral de la Seine n'y a pas manqué.

Le procédé se concevrait si le Parti socialiste, parti de lutte de classes et de Révolution suivant ses statuts, observait une attitude conforme à cette définition, et ne comptait que quelques indisciplinés enfreignant la ligne de conduite du Parti. Ces indisciplinés devraient être mis en demeure de se soumettre à la loi commune de l'organisation, ou exclus d'une association dont ils bafouent les conceptions essentielles. Mais dans l'état actuel d'égarement du Parti, la situation est tout autre.

Ce ne sont pas deux, dix ou vingt membres qui trahissent : c'est la majorité entière, dont l'aberration fait de notre Parti « de lutte de classes et de révolution » un Parti de collaboration de classes et de réformes. C'est donc la politique de la majorité que les communistes doivent critiquer sans relâche et attaquer sans merci. Il n'y a pas « tentatives » de collaboration de classes, chez certains députés ; il y a

collaboration de classe constante, permanente, avouée, de tous les représentants de la fraction majoritaire, laquelle est complice, tantôt par son silence, le plus souvent par son approbation. Il y a un Groupe parlementaire qui joue à la Chambre le rôle d'une aimable opposition dynastique, au lieu d'accomplir son devoir d'opposition âpre, irréductible et féconde à la dynastie capitaliste ; qui sermonne doucereusement le gouvernement bourgeois au lieu de fouailler impitoyablement le régime bourgeois ; qui s'évertue à convaincre la clique infâme des députés de tous les partis capitalistes de l'excellence de ses intentions ou de la justesse de ses suggestions, au lieu de s'adresser, du haut de la tribune du Parlement, au prolétariat. Il y a les journaux socialistes quotidiens anachroniques et somnolents, incapables de trouver un accent énergique, impuissants à s'élever au diapason de l'agitation populaire européenne, à riposter aux coups de la réaction dont l'audace leur devrait servir d'exemple, à donner à la classe ouvrière un mot d'ordre, une orientation, un stimulant. Il y a, en un mot, tout l'appareil du Parti qui décourage et paralyse la masse socialiste au lieu de la guider et de l'entraîner.

Que sert donc de mettre en accusation deux individualités plutôt que telles deux autres, ou telles autres encore, alors qu'elles peuvent légitimement invoquer l'attitude de leurs camarades épargnés nul ne sait pourquoi ? Les débats ainsi suscités voient fatalement fleurir un sentimentalisme de mauvais aloi, et sont conclus sur une absolution générale qui laisse au cœur des militants de conscience droite un indicible dégoût.

Il fut un temps où un député socialiste était éliminé de nos rangs parce que le hasard du capotage d'une automobile avait révélé sa promenade en compagnie de M. Aristide Briand.

Aujourd'hui, M. Jules Uhry, député et maire « socialiste » (?) se livre à l'écœurante comédie de recevoir la Croix de guerre, et le ministre de la Guerre, l'un portant l'autre, « honorant » ainsi les pierres et les briques de la ville de Creil dévastée par la guerre impérialiste. Cependant qu'une manifestation ouvrière, dans la rue, huait le ministre et son amulette. Aujourd'hui, M. Delory, député « socialiste » (?) du Nord, banquet avec un autre ministre, à Lille, tandis que les travailleurs conspuent l'Excellence et sont malmenés par la gendarmerie. D'autres trahisons analogues sont chaque jour jetées en défi insolent au Parti. Le Parti tolère et supporte tout, parce qu'il lui serait impossible de frapper l'un sans frapper les autres, et parce que la faute de celui qui met maladroitement sa trahison en évidence n'est pas plus répréhensible que celle de la majorité tout entière qui, fondant sa politique sur la collaboration des classes, trahit formellement l'intérêt de la classe exploitée dont le Parti socialiste devrait être le champion.

Il y a quelque chose de pourri dans le royaume du Danemark — c'est-à-dire dans le Parti socialiste. La question est de savoir si le Parti est capable d'assainir son corps ou s'il laissera la gangrène le ronger ; s'il adoptera la politique du communisme international, excluant sans réserve toute compromission avec la bourgeoisie ou s'il persistera dans la collaboration de classes, excluant toute action révolutionnaire. Le prochain Congrès sera l'épreuve décisive, où se jouera le destin du Parti.

Qu'il persévère dans la pratique réformiste voilée de verbiage révolutionnaire, et, dans un court délai, rien ne le distinguera plus, en

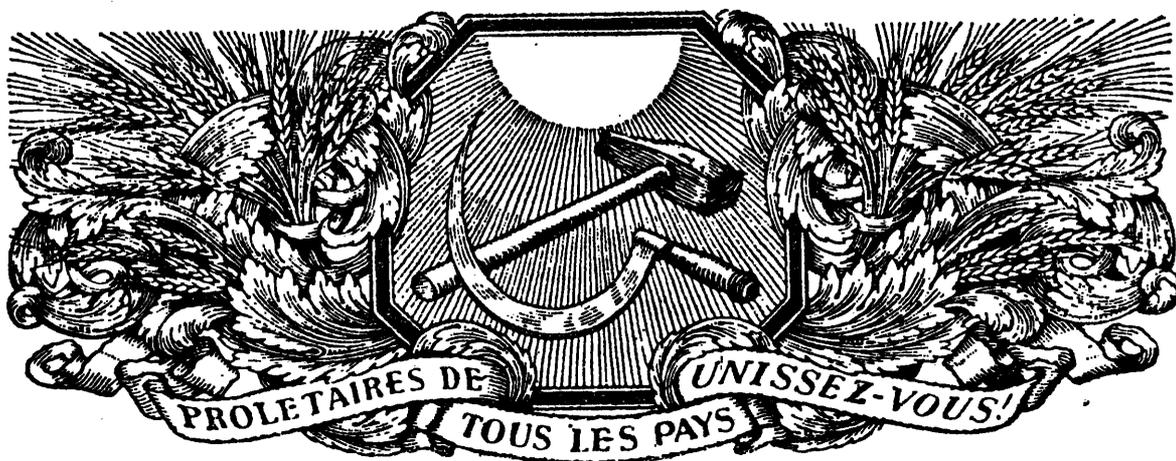
fait, du « Parti socialiste Français ». Il ne lui restera qu'à accorder ses paroles avec ses actes, s'épargnant ainsi d'effaroucher les bourgeois encore méfiants, et il recrutera la clientèle des anciens partis de gauche républicains, il deviendra un parti d'ordre, de gouvernement, et le dernier soutien de la société qui meurt. En contraignant les forces révolutionnaires qui résident en son sein à porter ailleurs leur activité, il tombera très rapidement sous l'influence de sa droite corrompue, et le « réalisme » se donnera libre cours — c'est-à-dire la ruée aux petits et grands profits, la satisfaction des appétits égoïstes, des ambitions mesquines, la course aux honneurs qui déshonorent.

Qu'il se ressaisisse, au contraire, et sache s'amputer sans faiblesse, qu'il puise dans la doctrine de l'Internationale Communiste l'inspiration de son action, qu'il assigne à ses efforts le but final du socialisme et sache montrer au prolétariat que son salut est dans la prise du pouvoir, la dictature des producteurs, et l'expropriation des expropriateurs — et son rôle sera vite prépondérant. Dans la décomposition de la société bourgeoise, irrévocablement condamnée par le déséquilibre qu'elle a créé entre la production dont la classe capitaliste accapare l'essentiel et les besoins des producteurs chaque jour moins satisfaits, il groupera tous les éléments de subversion et constituera la force capable d'accomplir la révolution intégrale.

En tout état de cause, les communistes du Parti doivent propager dans les masses le programme de l'Internationale Communiste et faire tout leur devoir pour qu'il prévale dans les sections et fédérations socialistes. Leur effort ne peut pas être stérile ; si le Parti le méconnaissait, il n'y aurait pas un communiste de moins en France et le besoin d'action communiste créerait inéluctablement les organes.

VARINE.





Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste

Voici plus d'un an qu'a eu lieu le Congrès Constitutif de l'Internationale Communiste. Depuis, le mouvement communiste a augmenté dans des proportions extraordinaires. Dans presque tous les pays où vit et lutte la classe ouvrière, nous avons actuellement une presse communiste très étendue, et des organisations communistes qui se développent rapidement. C'est pourquoi le mouvement communiste se trouve aux prises avec des problèmes nouveaux et de plus en plus complexes. Il est donc tout naturel que l'Internationale Communiste soit à présent placée devant la nécessité de convoquer son 2^e Congrès qui, on peut le dire avec toute certitude, sera le Congrès mondial de l'avant-garde des prolétariats. A ce 2^e Congrès nous devons tenir compte de la riche expérience acquise depuis le printemps 1919 jusqu'en été 1920. Nous devons donner au prolétariat mondial des réponses absolument précises et nettes sur les questions les plus délicates du mouvement.

Et comme un fait exprès, comme pour laisser aux ouvriers de tous les pays la possibilité de faire un choix définitif, les socialistes-traitres ont fixé au 31 juillet 1920 leur Congrès — celui de la 2^e Internationale qui doit avoir lieu à Genève. Nous voulons espérer que cette fois-ci MM. Huysmans et Cie n'auront pas besoin de remettre de nouveau le Congrès de la 2^e Internationale.

Il y a six mois, ces Messieurs avaient déjà tout préparé pour la convocation du Congrès de la 2^e Internationale. Les invitations avaient été envoyées, le lieu où le Congrès devait avoir lieu avait été fixé ; mais tout à coup, inopinément, Messieurs les Huysmans remirent leur

Congrès à une date ultérieure. Maintenant il est clair par quoi cela a été provoqué : Huysmans et Cie avaient flairé que le parti allemand des Indépendants se prépare à abandonner le bateau de la 2^e Internationale faisant naufrage. Ces Messieurs Huysmans sentaient que les socialistes français allaient faire la même chose et jugèrent nécessaire de remettre leur Congrès. Nous avons bien peur qu'une déconvenue pareille ne soit réservée à Huysmans cette fois-ci encore. Il est vrai qu'il ne reste plus grand'chose à sortir de la 2^e Internationale ; mais M. Huysmans n'est point garanti contre ces surprises désagréables.

Et il serait extrêmement regrettable que ces Messieurs Huysmans soient obligés de nouveau de remettre leur Congrès. Pour éclaircir une fois pour toutes la situation, nous désirons sincèrement qu'à côté du Congrès Mondial de la 3^e Internationale se tienne au moins quelque chose qui ressemble à un Congrès de la 2^e Internationale. A l'ordre du jour du Congrès que Huysmans et Cie ont fixé à Genève se trouvent les questions de la dictature et de la démocratie, des moyens de lutte pour la socialisation, etc. Il est extrêmement désirable que, devant les yeux des ouvriers du monde entier aient lieu deux Congrès que le prolétariat de tous les pays ait devant lui deux plateformes politiques claires, exactement définies, que l'on puisse comparer l'une avec l'autre et entre lesquelles on doit choisir une fois pour toutes l'une ou l'autre.

Non seulement les éléments transitoires du « centre » sont sortis et continuent à sortir de l'Internationale Jaune mais aussi les opportunistes les plus clairvoyants, ceux qui ont

senti ce que l'avenir leur apportera, ceux qui ont compris que s'ils veulent profiler encore de la moindre influence sur la classe ouvrière, ils doivent au moins avoir l'air de se séparer de la honteuse Internationale des traîtres et des assassins.

Comme l'on sait, dans l'espace de deux mois, les Partis suivants sont sortis de la 2^e Internationale :

- 1) Le Parti des Indépendants d'Allemagne ;
- 2) Le Parti Socialiste Unifié de France ;
- 3) Le Parti Ouvrier Indépendant d'Angleterre ;
- 4) Le Parti Socialiste de Suisse ;
- 5) Le Parti Socialiste d'Amérique ;
- 6) Le Parti Socialiste d'Espagne.

Parmi les chefs des partis sus-nommés dominant les éléments transitoires du centre, qui, en réalité, ne font qu'osciller entre la 2^e et la 3^e Internationale, c'est-à-dire entre la bourgeoisie et le prolétariat (1).

Plus encore, le Parti Menchevik russe est sorti de la 2^e Internationale. Dans le dernier numéro de l'*Internationale Communiste*, nous insérons un extrait du compte rendu sténographique officiel du Conseil des Ouvriers et des Paysans de Moscou, contenant une déclaration officielle du leader des Mencheviks Russes, L. Martov, qui annonçait catégoriquement la sortie du Parti Menchevik de la 2^e Internationale. Evidemment, cette sortie des Mencheviks de la 2^e Internationale n'aura pas une grande répercussion sur le sort des ouvriers russes. L'influence des Mencheviks russes parmi le prolétariat est insignifiante. Toutefois, leur geste est un symptôme très significatif de l'écroulement de la 2^e Internationale. Les camarades qui nous arrivent des différents pays, nous ont plus d'une fois raconté comment MM. Branting, Scheidemann, Renaudel, Huysmans et Henderson, pérorant dans les assemblées d'ouvriers, affirmaient que le mouvement ouvrier en Russie est mené, non pas par le Parti Communiste, mais bien par le Parti Menchevik, et disaient avec fierté que le Parti Menchevik était un des adeptes fidèles de la 2^e Internationale. A présent, les socialistes-traîtres sont privés même de cet « argument ». En outre, le Bund Polonais dont le chef est l'opportuniste bien connu V. Medem, est également sorti de la 2^e Internationale (il en a tout au moins fait le premier pas). Et, il n'y a pas longtemps, la Conférence de toutes les organisations du Bund opérant en Russie Soviétiste a adopté à une écrasante majorité une résolution dans laquelle elle se déclare solidaire de la 3^e Internationale.

Qui est donc resté dans la 2^e Internationale ? Si l'on nous proposait de citer trois des noms parmi les plus importants personnifiant la tactique actuelle de la 2^e Internationale, il nous resterait à nommer seulement Pilzudski, Noske et Branting.

(1) Depuis que Zinoviev a écrit cet article, d'autres partis ont quitté la 2^e Internationale : le parti social-démocrate d'Autriche, celui de Lettonie, le parti socialiste « large » de Bulgarie.

Pilzudski, l'assassin des ouvriers polonais et russes, l'agent des banquiers français, parti en guerre maintenant contre les ouvriers et les paysans russes et ukrainiens, apparaît comme le père et en fait l'instigateur de ce même parti « socialiste » qui est représenté au Comité Exécutif de la 2^e Internationale par M. Daszinski. Les ouvriers du monde entier et, nous osons l'espérer, même les ouvriers entrant dans le Parti Ouvrier Belge, dont le guide est toujours Huysmans, haïssent le bourreau Pilzudski qui a assumé l'exécution des ordres abjects de la bourse française. Mais il est à regretter que tous ces ouvriers ne sachent pas que ce même vil agent de la coterie de banque la plus basse est un des actionnaires de la société Huysmans s'appelant 2^e Internationale.

Branting est déjà le leader sciemment reconnu par la 2^e Internationale. Branting est maintenant président du Conseil des ministres en Suède. Le roi de Suède et la bourgeoisie suédoise ont trouvé que le meilleur chien de garde de leurs gros bénéfices contre le prolétariat suédois qui commençait à s'agiter serait encore Branting, le chef de la Social-Démocratie suédoise. Nous ne savons pas si le roi de Suède est entré officiellement dans le Parti Social-Démocrate suédois. Au futur Congrès de la 2^e Internationale, Branting entonnera peut-être en l'honneur de « son » roi le même hymne que lui et Henderson ont entonné déjà à la célèbre conférence de la 2^e Internationale à Berne en l'honneur de leur patron d'alors Woodrow Wilson. Mais nous savons une chose : les plus grandes bassesses qui se soient jamais produites en Suède, les plus iniques lâchetés qu'ait connues la classe ouvrière de Suède, les manœuvres les plus viles qui se soient jamais pratiquées par les coquins de la diplomatie internationale en Suède, sont accomplies maintenant par les guides de la 2^e Internationale. Branting et son ami et camarade de parti, le ministre des Affaires étrangères, le baron Palen Choru.

Noske. Point n'est besoin de s'étendre longuement sur l'œuvre accomplie par lui au cours de l'année passée. Le général le plus sanglant de la bourgeoisie française, le boucher de la Commune de Paris, n'est en vérité qu'un apprenti comparé à Noske, l'ex-ministre de la Guerre de la République presque « socialiste » allemande. Maintenant Noske est libéré de son poste honorifique de ministre de la Guerre auprès du gouvernement social-démocrate allemand. A présent, Noske a beaucoup de temps à perdre. Et les camarades allemands avec lesquels nous avons parlé récemment nous annoncent avec un grand sérieux que le parti social-démocrate allemand officiel a choisi pour représentant principal au Comité Exécutif de la 2^e Internationale nul autre que... Gustave Noske. Nous en félicitons sincèrement la 2^e Internationale. Branting Pilzudski, Noske, sont des guides absolument conformes et inspirateurs de l'organisation jaune qui s'appelle la 2^e Internationale. De

tous les vieux partis formant autrefois les fondements de la 2^e Internationale, il ne reste actuellement que les Scheidemann qui seront représentés par Noske. Il reste la Social-Démocratie finlandaise qui soutient le Gallifet finlandais Mannerheim et quelques autres groupes insignifiants.

Mais il ne faut pas oublier qu'il reste encore dans les rangs de la 2^e Internationale quelques organisations importantes en nombre qui s'appuient sur les ouvriers et qui servent encore de soutien à la bourgeoisie. Nous parlons du Parti Ouvrier Anglais, des Trades-Unions Anglaises modérées et des vieux syndicats professionnels d'Amérique menés par Gompers. Je me souviens comment il y a dix ans eut lieu une grande controverse au Comité Exécutif de l'Internationale pour accepter ou ne pas accepter dans ses rangs le Parti Ouvrier Anglais duquel Kautsky disait alors qu'il était pénétré de part en part de tendances bourgeoises. Actuellement, ce « Parti Ouvrier » est au fond l'unique grande organisation ouvrière restant encore dans la 2^e Internationale. Il faut dire la même chose des syndicats professionnels d'Amérique dirigés par Gompers, l'agent reconnu de la bourgeoisie. Ce sont ces deux organisations qui constituent la base réelle de la 2^e Internationale et qui, en vérité, n'ont rien de commun avec le socialisme (pour autant qu'il est question des « dirigeants » du Parti) mais qui représentent néanmoins une force quantitative assez considérable.

Quand l'Internationale Communiste aura également conquis ces masses ouvrières marchant encore derrière le « Parti Ouvrier » Anglais, derrière les syndicats professionnels de Gompers en Amérique, alors on pourra dire que la bourgeoisie a été privée de son dernier soutien dans le mouvement ouvrier.

LE DEUXIÈME CONGRÈS

Lorsque, en mars 1919, nous avons formé l'Internationale Communiste, il nous est arrivé d'entendre certaines contradictions. L'une d'entre elles consistait à dire que la proclamation officielle de l'Internationale Communiste est encore prématurée. Le lecteur se rappelle que l'unique représentant des Spartacus Allemands se trouvant à notre Congrès était d'avis qu'il fallait encore attendre pour organiser officiellement l'Internationale Communiste.

Plus d'un an a passé depuis et, aujourd'hui, il est parfaitement évident que ces idées pessimistes n'étaient fondées en rien. La proclamation de l'Internationale Communiste n'était, non seulement pas prématurée, mais on peut dire au contraire que nous nous sommes mis un peu tardivement à son organisation, ce par quoi nous avons retardé le groupement organisé du prolétariat international.

Quinze mois ont passé depuis notre Congrès. Au cours de ces quinze mois, l'influence politique de l'Internationale Communiste a augmenté de jour en jour. Le nombre de nos par-

tisans s'est accru et s'accroît constamment. Le prestige de notre étendard a augmenté et augmente de plus en plus. Comme un aimant puissant, l'Internationale Communiste attire à elle le cœur de tous les ouvriers d'avant-garde du monde entier. Toutefois, nous ne dissimulerons pas que notre influence sur le mouvement international est relativement faible au point de vue *organisation*. Nous sommes encore loin de posséder cette *organisation* internationale qui est indispensable pour assurer le succès de notre lutte.

C'est justement parce que l'influence morale du communisme augmente de jour en jour que nous devons établir dès aujourd'hui un cadre exact de notre travail d'organisation dans lequel sera compris notre organisation internationale des ouvriers qui s'appelle l'Internationale Communiste. Chaque jour, tantôt dans un pays tantôt dans un autre, on prend des résolutions proclamant que telle ou telle organisation a décidé d'entrer dans l'Internationale Communiste. Pour autant que ces organisations sont composées de prolétaires, pour autant que ces résolutions expriment le désir sincère des ouvriers d'un pays de tendre une main fraternelle aux ouvriers des autres pays, pour autant qu'elles traduisent la décision de plus en plus ferme du prolétariat de livrer le combat suprême à la bourgeoisie, ces résolutions sont dignes de la plus chaude approbation. Mais quand nous entendons que MM. Crispin et Hilferding en Allemagne, Morris Hillquitt et ses partisans en Amérique commencent subitement à regarder avec sympathie eux aussi du côté de la 3^e Internationale et qu'ils ne refuseraient pas, sous certaines conditions, d'y entrer, nous nous disons : Il faut mettre le verrou à la porte de l'Internationale Communiste, il faut mettre une garde sûre à sa porte.

Nous comprenons fort bien que ce n'est pas parce qu'ils sont bien chez eux que les opportunistes sus-nommés, assagis par l'expérience, s'en viennent frapper à la porte de l'Internationale Communiste. Si les milieux officiels du Parti Socialiste Américain dirigé par Hillquitt prennent la résolution d'entrer dans l'Internationale Communiste, cela signifie tout simplement que les ouvriers d'avant-garde américains s'émancipent de plus en plus et nous tendent une main fraternelle. Si les maîtres en affaires parlementaires comme Hillquitt et Cie tournent le regard non pas « en haut » vers l'Olympe parlementaire, mais en bas vers les fourmis travailleuses qui se présentent dans l'Internationale Communiste, cela signifie que les ouvriers américains échappent à l'influence de la bourgeoisie et des social-traitres et se placent sur le terrain de la révolution prolétarienne.

Il en est de même des « chefs » de droite du Parti des Indépendants allemands. Au Congrès du Parti Ouvrier belge, M. Huysmans a répété avec solennité les mots qui lui avaient été confiés par Kautsky. Ce dernier a déclaré : « Si mon parti me force à choisir entre le Parti

des Indépendants et la 2^e Internationale, je choisirai la 2^e Internationale ». Huysmans a cité les mots de Kautsky comme un des arguments importants en faveur de la force de vie de la 2^e Internationale. Il est certain que Kautsky eut autrefois une influence sur le mouvement ouvrier allemand. Mais à présent, l'on peut affirmer sans exagérer le moins du monde que Kautsky n'a avec lui que son encier — plein de mauvaise encre décolorée. Si les affairistes les plus avérés parmi les chefs du Parti des Indépendants étaient placés devant la possibilité de choisir pour entrer, naturellement seulement officiellement, uniquement en paroles) dans l'Internationale Communiste ou bien de cesser d'être les chefs du Parti des Indépendants, ils choisiraient évidemment la première alternative. Donc, le problème qui se pose devant le Second Congrès de l'Internationale Communiste consiste en ce qu'il faut empêcher de tels chefs à faire un pacte pareil. L'Internationale Communiste doit rester une Internationale d'action, elle doit être une association honnête mondiale des ouvriers déclarant la guerre à outrance à la bourgeoisie, elle doit être une organisation coulée d'un même métal. L'idée de l'Internationale Communiste ne permet aucune équivoque de la vieille diplomatie « socialiste »...

C'est sur quoi reposent nos relations avec ce groupe appelé quelquefois par plaisanterie le groupe de la 2^e et demi Internationale. (Nous parlons de ces partis qui sont sortis de la 2^e Internationale et qui ne sont pas encore entrés dans la 3^e). Notre réponse au Parti des Indépendants est notre réponse catégorique sur ce point (1). Nous savons bien que les ouvriers faisant partie du parti sus-nommé sont en grande majorité avec nous. Les ouvriers désirent en toute sincérité combattre dans les rangs de la 3^e Internationale, contre la bourgeoisie et les socialistes-traitres. Nous envoyons un chaleureux salut à ces ouvriers et nous leur disons que nous serons toujours heureux de les voir dans nos rangs. Mais nous sommes profondément convaincus que les ouvriers entrant dans ces partis se débarrasseront d'autant plus vite de l'influence nuisible des mauvais bergers décidant de la politique de leur parti que nous saurons mettre crûment à nu tous ces MM. Kautsky, Hilferding, Hillquitt et Cie. Soyez avec nous — disons-nous aux ouvriers de ces partis. Mais libérez-nous d'abord de votre poids mort, chassez tous ceux de vos « chefs » qui, en fait, sont les agents de la bourgeoisie opérant dans votre milieu.

Que doit représenter le prochain Congrès de l'Internationale Communiste ? Une assemblée de partisans, un Congrès d'hommes entièrement pénétrés d'une unique et même idée, essayant de réaliser un programme et une théorie clairs, ou bien un Congrès mondial qui jouerait le rôle d'une grande démonstration politique et essaierait de réunir le plus possible de masses travailleuses ? Nous suppo-

sons l'un et l'autre. Mais d'abord et surtout un Congrès de partisans. La situation du mouvement ouvrier dans toutes les grandes nations, la croissance de l'esprit révolutionnaire de par le monde entier sont telles que, si les circonstances extérieures ne l'empêchent pas, le prochain Congrès de l'Internationale Communiste sera, sans contredit, la démonstration des forces politiques du prolétariat mondial marchant à sa victoire.

Cependant, la tâche principale du prochain Congrès consistera : à déterminer d'une façon claire et précise la politique pratique de l'Internationale Communiste ; à consolider la 3^e Internationale comme une véritable organisation de partisans ayant un programme et une tactique et allant par le même chemin.

Le Premier Congrès en 1919 eut comme but principal de faire lever sur le monde entier le drapeau du communisme, de propager le programme communiste. Cette tâche est remplie. Le succès a dépassé toutes les espérances. Mais à présent il s'agit de faire le deuxième pas. Le Deuxième Congrès de 1920 doit préciser le programme communiste et donner la tactique du mouvement communiste.

Cela ne veut pas dire que nous devons appliquer la même tactique à tous les partis communistes. L'Internationale Communiste sait parfaitement que les ouvriers des différents pays ont à compter avec des conditions différentes et que ceux-ci doivent soumettre leur tactique à ces conditions. En passant en revue les nations de premier ordre où le communisme a déjà des racines profondes, nous pouvons diviser ces pays en 4 groupes.

1) La Russie où la révolution prolétarienne est déjà accomplie, où la classe ouvrière est au pouvoir depuis trois ans et où la tâche principale consiste, d'une part, à repousser les attaques des ennemis, de l'autre à établir une économie communiste.

2) L'Allemagne, l'Autriche, une partie des Etats des Balkans où la révolution a commencé, mais où elle mûrit dans des conditions particulièrement pénibles.

3) L'Angleterre, la France, l'Italie, pays où la bourgeoisie est victorieuse, avec les plus vieilles traditions parlementaires, où s'accomplissent justement de profondes perturbations dans la classe ouvrière et une nouvelle appréciation des valeurs.

4) Les nationalités opprimées et les pays coloniaux comme l'Irlande, les Indes, maintenant une partie de la Turquie, etc. où le mouvement libérateur ne peut se passer autrement que sous une feinte de nationalisme et où, grâce à cela, des problèmes d'un ordre tout spécial se posent devant les communistes.

Le Deuxième Congrès tiendra compte de toute cette multitude de conditions. Il aura constamment devant ses yeux cette variété, et la tâche compliquée qu'est la reconstruction du monde capitaliste bâti sur les fondements pourris de la bourgeoisie.

(1) Le texte de cette réponse se trouve dans le Bulletin Communiste n° 10.

Le Congrès concentrera nécessairement toute son attention sur les questions de tactique qui se posent devant les principales nations de l'avant-garde du mouvement ouvrier européen. Mais il n'oubliera ni l'Amérique, ni les Indes, ni la Perse, ni le Japon et les autres pays.

LE PARLEMENTARISME

Une des questions principales de tactique dont s'occupera notre Congrès sera sans doute la question du parlementarisme. De vifs débats se font en Allemagne, en Angleterre, en Italie et dans une série d'autres pays sur cette question. Il faut avant tout se rendre compte du sujet de la discussion. Nous ne discutons pas si le prolétariat vainqueur de la bourgeoisie doit conserver le système parlementaire. Nous savons trop bien que le parlementarisme est le régime des Etats bourgeois. Ce sont les soviets et non pas les parlements démocratiques qui sont la forme de la dictature du Proletariat. La démocratie parlementaire du monde entier a toujours été et reste la forme de la dictature bourgeoise. Pour les communistes, la controverse se rattache seulement et exclusivement à la question si l'on peut, si l'on doit utiliser le parlement bourgeois dans des circonstances convenables et tant que celui-ci existe, dans l'intérêt de la lutte pour les Soviets et la dictature prolétarienne ? C'est ainsi et seulement ainsi que la question se pose.

Et nous sommes convaincus que le Congrès répondra : Non seulement on peut, mais encore on doit utiliser le parlementarisme bourgeois de la manière dont nous utilisons par exemple la possibilité d'éditer des journaux légaux pendant la dictature de la bourgeoisie, même nous devons utiliser toute autre possibilité légale pendant la dictature du capital.

Dans le monde entier, sauf en Russie Soviétique, c'est-à-dire dans le pays où le prolétariat a déjà le pouvoir, la presse est l'organe de l'oppression des masses tout comme le parlementarisme bourgeois. Pourtant, personne parmi les plus « gauches » des communistes n'a pensé encore qu'il ne fallait pas, pendant la dictature de la bourgeoisie, utiliser la presse légale ouvrière, quoique cette dernière dût parfois se soumettre aux conditions de la censure et aux lois bourgeoises. C'est à peu près de la même façon que se pose pour nous la question des parlements bourgeois. Six députés ouvriers sur 500 députés bourgeois et grands propriétaires à la Douma des cent noirs en Russie ont rendu un service inappréciable à la révolution ouvrière. Au début de la guerre, ils ont été envoyés aux travaux forcés, mais grâce à leur travail, ils ont été suivis par les sympathies de centaines de mille d'ouvriers et de paysans russes. Et que l'on ne vienne pas nous dire que ce n'était possible qu'en Russie ! Liebknecht, tout seul parmi 500 députés bourgeois, junkers et affairistes avérés des social-démocrates, a rendu à la révolution prolétarienne en Allemagne d'inoubliables ser-

vices, lorsque, seul, il vota contre tous, contre les crédits militaires, lorsque, par de brèves répliques, il démasqua l'Etat bourgeois.

Höglund, seul parmi quelques centaines de propriétaires et de bourgeois, a rendu de grands services à la classe ouvrière suédoise lorsqu'il a dévoilé les vilenies du militarisme et appelé la classe ouvrière au combat. Même chose en Serbie, en Bulgarie. Nous verrons bientôt la même chose dans tous les pays où existe un parti communiste tant soit peu sérieux, tant soit peu digne d'attention. Aller à l'assaut de la forteresse du capitalisme, prétendre avoir derrière soi des millions d'hommes et en même temps ne pas trouver en soi suffisamment de forces pour réunir dans un parlement bourgeois au moins un petit groupe combattant pour le communisme, craindre de se laisser aller à l'influence pernicieuse du parlementarisme bourgeois, être incapable d'avancer sur le parquet glissant du parlement « démocratique » — tout cela signifie et impose cette pensée : ces gens savent prononcer de belles phrases mais ils ne savent pas faire sérieusement l'œuvre de la révolution.

Et que l'on ne nous dise pas encore que nous pouvons parler au peuple sans cela, que la tribune parlementaire ne nous est pas nécessaire. C'est le point de vue d'une minorité. C'est un genre d'aristocratie. C'est le point de vue de ceux qui ont mordu à l'arbre de science et qui ont compris le mécanisme essentiel du régime bourgeois. Ce qui nous importe surtout, ce sont les grandes masses. Nous, communistes, nous devons à présent apprendre à nous servir de la réalité des chiffres. A chaque nouveau pas, nous devons tenir compte de l'influence que celui-ci aura, non pas sur des milliers ou des dizaines de milliers d'hommes, mais bien sur des millions et des dizaines de millions. A part l'avant-garde des ouvriers des villes qui connaissent déjà le prix de la démocratie bourgeoise, il existe encore dans les villes des millions de personnes aveuglées par la bourgeoisie. Et dans les petites localités, dans les villages, vivent des millions et des dizaines de millions de paysans et de petits travailleurs qui courbaient humblement le cou, avant la guerre, sous le joug des monarches bourgeois ; ces gens commencent seulement à s'éveiller à la vie nouvelle. Un mot hardi lancé du haut d'une tribune de parlement, un mot hardi que ne pourra taire ni le journal bourgeois, ni le curé, a une grande importance.

Mais dans la question de l'utilisation du parlementarisme, ce n'est pas seulement l'agitation, mais encore l'organisation qui est importante pour nous.

Un souvenir : lorsque, en mars 1917, nous reçûmes, en Suisse, le premier télégramme de la révolution survenue en Russie, le camarade Lénine insistait surtout dans ses télégrammes à nos amis à Petrograd sur la nécessité d'arriver avant tout à organiser les élections municipales de la Douma de Petrograd.

Par quoi ce conseil était-il inspiré ? Lénine se rappelait la Commune de Paris née, comme l'on sait, des élections municipales. Lénine savait bien que notre parti était peu préparé au point de vue de l'organisation, quoiqu'il existât depuis près de 20 ans, et qu'il eût une influence notable en Russie. Nous cherchions les voies qui donneraient au parti la possibilité de former dans les villes des embryons d'organisation, et nous arrivâmes à cette conclusion que les élections municipales nous donnent en temps de révolution cette possibilité sans contredit. Puis, trois semaines à peine avant la grande révolution d'octobre, eurent lieu dans le même Petrograd les nouvelles élections à la Douma. Les ouvriers étaient déjà en majorité de notre côté. Tous les tramways portèrent des énormes écriteaux appelant à voter pour la liste des communistes. Tous les partis se réunirent contre nous ; nous remportons une grande victoire électorale. Et l'on se demande : est-ce qu'une pareille utilisation du parlementarisme nous a gêné ou bien aidé, dans notre révolution d'octobre ? Jusqu'à présent, nous sommes convaincus qu'elle ne nous a pas gênés mais bien au contraire aidés. Au cours des dix-huit mois qui s'écoulèrent depuis la révolution bourgeoise de février jusqu'à la révolution prolétarienne d'octobre, notre parti employa chaque jour, chaque heure, à créer dans tout le pays tout un réseau d'organisations devant servir plus tard de fondement à la dictature du prolétariat, si nous n'avions pas su créer durant ces 18 mois et à travers tout le pays d'importantes fractions communistes dans les Soviets des députés ouvriers et soldats, dans les syndicats professionnels, dans les organes municipaux, nous n'aurions pas pu prendre le pouvoir en octobre. Plus encore — nous n'aurions pas pu conserver ce pouvoir. Nous devions avoir des groupes dans chaque ville qui, par la pratique, apprenaient à réaliser les questions d'habitation, d'approvisionnement, comme toutes les questions vitales. Sans cela, nous serions restés simplement un parti de propagande et d'agitation. Sans cela, nous n'aurions pas pu prendre en mains le gouvernail de la direction.

Et cela n'a nullement empêché, quelques mois après, notre révolution prolétarienne victorieuse de dissoudre, voire de chasser par endroits les doumas des villes élues au suffrage universel que nous avons remplacées par des soviets des députés ouvriers et soldats élus par le peuple. Mais c'est précisément pendant le moment transitoire — jusqu'à la prise du pouvoir — que nous ne laissâmes pas échapper une seule occasion ; nous nous accrochions à chaque fil de manœuvre « légale ». Nous nous rappelions que le parti communiste doit essayer de s'installer dans chaque grande ville, dans chaque syndicat professionnel quelque peu important, dans chaque fabrique, dans chaque comité de logement, dans chaque organisation municipale.

Il est bien connu que le Parti Communiste

en Russie, lorsqu'il tenait déjà le pouvoir dans ses mains, décida et assura les élections à l'Assemblée Constituante, participa à ces élections, eut sa fraction à l'Assemblée. Et il n'y a pas de doute que l'effectif sérieux de la fraction communiste aida au moment voulu à faire disparaître l'Assemblée de la route de la révolution prolétarienne.

L'Internationale Communiste se tient à cette idée que pour la seule question du parlementarisme, il n'est aucunement possible d'admettre une scission des communistes. Nous sommes certains que le Congrès partagera le même point de vue, mais qu'il se prononcera en même temps d'une façon claire et précise sur l'utilisation du parlementarisme dans toutes les démocraties bourgeoises par les communistes ; il aura alors en vue que c'est là un des meilleurs moyens d'ouvrir les yeux aux masses sur le caractère véritable de ces démocraties capitalistes.

G. ZINOVIEV.



A nos Lecteurs

Avec ce numéro exceptionnel de 32 pages, le BULLETIN COMMUNISTE atteint son vingtième numéro.

Il n'est pas douteux que l'effort que nous avons accompli ait été apprécié à sa valeur par nos lecteurs. Nous n'en voulons pour preuve que le renouvellement de tous les abonnements arrivés à expiration. Nous pourrions citer aussi quelques-unes des lettres d'encouragement que nous avons reçues.

Le BULLETIN COMMUNISTE a publié des articles des militants les plus valeureux, des écrivains les plus illustres du mouvement communiste international. Les représentants les mieux qualifiés de la pensée marxiste révolutionnaire lui donnent leur collaboration.

Le BULLETIN COMMUNISTE a paru avec régularité, chaque semaine, contre vents et marées, et malgré la répression gouvernementale et les arrestations. Il continuera.

Le BULLETIN COMMUNISTE est nécessaire. Tous ceux qui en ont conscience lui doivent, se doivent à eux-mêmes, doivent au mouvement communiste de le soutenir, de le diffuser, de lui procurer des abonnés.

Il n'est pas un de nos abonnés qui ne puisse trouver un autre abonné ; certains pourraient, s'ils voulaient, en trouver plusieurs. Qu'ils le fassent donc, qu'ils se hâtent. Notre œuvre n'est pas personnelle, mais collective. Le concours de tous est nécessaire.

Amis, aidez le BULLETIN COMMUNISTE. Renouvelez sans tarder vos abonnements, trouvez de nouveaux abonnés, envoyez des souscriptions volontaires.

HÉROS ET MARTYRS DU COMMUNISME

MARC NATHANSON (BOBROV)

Bien que je n'aie connu Marc Andréévitch Nathanson que depuis quatre ans environ, je prends néanmoins la liberté d'en parler afin de souligner une fois de plus le charme qu'il exerçait sur ceux-là mêmes qui ne l'ont connu qu'au déclin de ses jours et qui, appartenant à une autre génération ayant été élevés dans une autre atmosphère politique, professaient des principes différents.

Dès ma première visite à M. A. Nathanson qui demeurait alors dans une petite maison plus que modeste d'un hameau suisse, je fus pénétrée à son égard par des sentiments tout particuliers, je dirai même tout personnels, d'estime et d'amitié. Certains traits purement individuels s'ajoutaient au caractère historique et bien connu de l'homme : il réunissait avec une ampleur et une pureté extraordinaires tous les traits du révolutionnaire de toujours ; chacun de ses actes, je dirai même chacun de ses mouvements portait l'empreinte d'une noble fermeté.

Le désir de fraternité et d'égalité qui est le trait principal de tout révolutionnaire, le caractère profondément démocratique non seulement de toutes ses opinions mais aussi de ses sentiments et de ses actes, un dégoût marqué pour tout ce qui est mensonge ou hypocrisie, le culte de l'amitié entre camarades, une passion toute juvénile dans l'enthousiasme et l'indignation révolutionnaires — tels sont les traits que reflétaient les moindres manifestations de la vie publique ou privée de ce vieillard resté profondément jeune.

Par toute une vie sacrifiée volontairement à la cause révolutionnaire, et aussi par le profond esprit de discipline qu'il mettait à remplir des fonctions d'ordre subalterne dont il aurait pu se libérer aussi bien en raison de son stage révolutionnaire, de son grand âge ou de sa mauvaise santé, comme il mérite le titre de « soldat de la révolution » — mais comme ces mots nous paraissent insuffisants !

A toutes les réunions de Zimmerwald — j'ai pu m'en convaincre en ma qualité de membre de la commission zimmerwaldienne — à tous les congrès, à toutes les conférences, à tous les rendez-vous d'affaires — il fut toujours le premier, accomplissant ses devoirs de membre du parti avec une ponctualité classique. Souvent en le voyant, ou en lisant ses comptes rendus et ses lettres, je me suis demandée quel lien pouvait attacher cet homme chargé d'années, ce patriarche d'un autre parti avec notre famille composée en majorité de marxistes dont l'idéologie, les principes fondamentaux, les méthodes, étaient étrangers, intellectuellement inacceptables, peut-être même hostiles

à M. A. Nathanson. A cette question — qui a trait à ses relations avec Zimmerwald dans l'ensemble aussi bien que dans les détails — je n'ai trouvé qu'une réponse : M. A. Nathanson était non seulement le soldat, mais aussi le chevalier de la révolution russe, et il sauvegardait jalousement le prestige de cette dernière. Il ne pouvait ne pas combattre au premier rang avec ceux qui étaient entrés en lutte contre les manifestations les plus nettes de l'ancien régime, contre la dictature de l'impérialisme, contre la dictature de la violence, de la mort et du mensonge, contre la domination de tout ce qui a toujours soulevé et armé les révolutionnaires de toutes les générations et de toutes les nuances. Et lorsque la trahison, incarnant toutes les bassesses, visita nos rangs et ceux de ses partisans, ce chevalier de la révolution, par amour pour elle, pour que la mémoire de son parti restât immaculée dans l'histoire, pour attester devant la génération future qu'une lueur au moins brilla dans la nuit et que, plus tard, dans le grand incendie social destiné à détruire de fond en comble toute la vieille pourriture, une petite flamme appartint au parti cher à M. A. Nathanson, ce vieillard se mit courageusement du côté de ceux qui avaient allumé le brasier et, démasquant ses anciens compagnons d'armes, les abandonna à la juste haine et au mépris des masses. Et quand la révolution sociale rénova la Russie, faisant d'elle le berceau du socialisme et mettant tous les citoyens dans l'obligation de se prononcer pour ou contre le peuple, et tous les révolutionnaires de toutes les tendances dans celle de se prononcer pour ou contre la grande tuerie, pour ou contre la guerre sociale, le vieillard n'eut aucune hésitation. Lorsque les rangs de ses compagnons d'armes se furent éclaircis, lorsque la délimitation des classes eut arraché de son milieu les camarades qui lui étaient chers, M. A. Nathanson rejeta impitoyablement de sa mémoire et de son cœur les sympathies les plus fortement enracinées ; une fois de plus il affronta sans crainte la solitude, et se contenta d'un rapprochement plus étroit avec ceux de ses élèves et de ses compagnons d'armes auxquels l'ouragan révolutionnaire et la trahison qui les avait frôlés n'avaient pu arracher l'étendard de la révolution.

M. A. Nathanson a été jusqu'à la fin de ses jours l'incarnation du combattant pour qui le prestige de la révolution est plus cher que tout. Le peuple russe — et le parti de l'Internationale qui l'a connu — paiera son tribut de reconnaissance et d'estime à ce chevalier de la révolution russe.

Angélica BALABANOV.

L'Internationale Communiste aux I. W. W.

(Travailleurs Industriels du Monde)

Camarades et Frères ouvriers,

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste réuni à Moscou, au cœur de la Révolution russe, salue en les Travailleurs Industriels du Monde (I. W. W.) le prolétariat révolutionnaire d'Amérique.

Le Capitalisme, ruiné par la guerre mondiale, incapable de contenir plus longtemps les forces immenses qu'il a créées, est à son déclin.

L'heure de la classe ouvrière sonne. La révolution sociale est commencée et son premier combat d'avant-garde s'est livré en Russie.

L'histoire ne nous a pas demandé si nous le voulions ou non, si nous étions prêts ou non. L'occasion s'offre à nous. Saisissons-la et le monde appartiendra aux travailleurs ; laissons-la passer et des générations entières s'éteindront avant qu'elle se représente.

Il n'est plus temps de parler « d'édifier la société nouvelle dans les cadres de l'ancienne ». La vieille société brise son enveloppe. Il appartient aux travailleurs d'établir la Dictature du Proletariat qui, seule, peut édifier la société nouvelle.

Un article publié par votre organe officiel *One Big Union Monthly* demandait : « Pourquoi devons-nous suivre les bolcheviks ? » L'auteur estimait que la révolution bolchevik n'avait « donné au peuple russe qu'un droit de vote ».

Ceci est naturellement faux. La révolution bolchevik a dépossédé les capitalistes des manufactures, des minoteries, des mines, des terres, des institutions financières et a tout transmis à la classe ouvrière.

Nous comprenons et nous partageons votre dégoût des principes et de la tactique des politiciens « jaunes » qui ont discrédité dans le monde entier le terme même de « socialisme ». Notre but est le même que le vôtre : une communauté sans Etat, sans Gouvernement, sans classes dans laquelle les travailleurs administreront la production et la répartition dans l'intérêt de tous.

Nous vous adressons ce message, camarades ouvriers de l'Association Internationale des Travailleurs du Monde (I. W. W.) comme un témoignage de reconnaissance pour la part héroïque que vous prenez depuis si longtemps à la lutte des classes que vous avez fait naître dans votre pays, et afin de bien vous faire connaître nos principes communistes et notre programme.

Nous vous invitons, vous, révolutionnaires, à vous rallier à l'Internationale Communiste, née à l'aurore de la révolution sociale universelle.

Nous vous invitons à prendre la place à laquelle votre courage et votre expérience révolutionnaire vous donnent droit, au premier rang de l'Armée rouge prolétarienne combattant sous la bannière du Communisme.

La classe capitaliste américaine se révèle sous ses véritables couleurs.

La cherté croissante de la vie, le chômage de plus en plus grave, la répression impitoyable de tous les efforts faits par les ouvriers pour améliorer leur condition, la déportation et l'emprisonnement des « bolcheviks », les lois contre les grèves, contre le « syndicalisme criminel », contre le « dra-peau rouge », contre toute propagande en faveur du renversement par la violence du gouvernement et les atteintes à la propriété », — toutes ces lois et ces mesures ne peuvent avoir aux yeux du travailleur conscient qu'une signification.

Le Communisme et les I. W. W.

L'esclavage industriel est aussi vieux que le capitalisme ; et les travailleurs ont connu avant lui d'autres formes d'esclavage.

Mais à présent les capitalistes du monde, — Américains aussi bien que Français, Italiens, Anglais, Allemands, etc. — nourrissent le dessein de réduire définitivement les travailleurs à une servitude absolue et sans issue.

Il n'y a pas d'autre alternative : ou cette servitude, ou la Dictature de la classe ouvrière. Et les travailleurs doivent choisir maintenant.

Le capitalisme fait des efforts désespérés pour reconstruire son édifice ébranlé. Les travailleurs doivent, par un coup de force, s'emparer de l'Etat et reconstruire la société selon leurs intérêts.

Le nouvel Esclavage

Avant la guerre de Sécession, les esclaves noirs étaient, dans les Etats du Sud, attachés au sol. Les capitalistes industriels du Nord auxquels il fallait, pour fournir de main-d'œuvre leurs manufactures, une population flottante, proclamèrent l'esclavage, une offense à l'humanité, et l'abolirent par force. Or, les capitalistes industriels tentent aujourd'hui d'attacher les travailleurs à leurs manufactures.

Pendant la guerre, et dans tous les pays, les ouvriers perdirent pratiquement leur droit de grève et même celui d'interrompre le travail. Rappelez-vous les lois qui sévirent dans votre propre pays : travail ou combats !

Et depuis que la guerre s'est terminée, que voyons-nous ? Le coût de la vie s'est accru de plus en plus, tandis que les capitalistes s'efforçaient de diminuer les salaires. Et, quand les ouvriers sont acculés par la faim à la grève, toutes les forces de l'Etat sont mobilisées contre eux pour les contraindre à reprendre le travail. Quand les cheminots cessèrent le travail en Californie, on les menaça de faire intervenir contre eux les troupes fédérales. Quand la Fraternelle des mécaniciens cheminots, exigea une augmentation de salaires ou la nationalisation des chemins de fer, le Président des Etats-Unis la menaça de toutes les rigueurs de la répression par les armes. Quand les mineurs américains quittèrent leurs puits, des milliers de soldats occupèrent les mines et la cour

Fédérale adopta contre la grève les mesures les plus cyniques, défendant aux leaders d'ordonner la cessation du travail et interdisant le versement de secours aux grévistes. L'Attorney-Général des Etats-Unis finit par déclarer officiellement que le gouvernement ne tolérerait pas de grèves dans les industries « nécessaires à la communauté ».

Le juge Garry, qui se trouve à la tête du trust de l'acier, peut répondre par un refus au Président de la République qui lui demande de bien vouloir négocier avec un comité d'ouvriers. Mais quand les travailleurs de l'acier se mettent en grève, revendiquant un salaire qui leur permette de vivre et le droit élémentaire de se syndiquer, ils sont traités de bolcheviks et fusillés dans les rues par les cosaques pennsylvaniens.

Et vous, camarades I. W. W., vous qui gardez les souvenirs amers d'Everett, de Tulsa, de Wheatland, de Centralia, où vos camarades furent massacrés ; vous dont des milliers de frères sont dans les géôles, vous qui accomplissez néanmoins le plus dur labeur dans les champs, dans les docks, dans les forêts, vous devez distinguer nettement le procédé grâce auquel les capitalistes tentent en se servant de leur arme éprouvée, l'Etat, d'instituer une société d'Esclaves.

Le cri des capitalistes : « Produire plus ! Produire encore ! » retentit de toutes parts. En d'autres termes, les travailleurs ont à fournir plus de travail pour un moindre salaire, afin que leur sueur et leur sang monnayés servent à payer les dettes de guerre du monde capitaliste dévasté.

Pour qu'il en soit ainsi, les travailleurs doivent être privés du droit de quitter le travail ; ils doivent être empêchés de s'organiser afin d'arracher des concessions aux patrons ou de profiter de la concurrence entre ceux-ci. Le mouvement ouvrier doit être arrêté et brisé à tout prix.

Pour sauver le vieux système d'exploitation, les capitalistes doivent s'unir et enchaîner le travailleur à la machine.

La Révolution Sociale

Les capitalistes y réussiront-ils ?

Ils y réussiront à moins que les travailleurs ne déclarent la guerre au système capitaliste tout entier, ne renversent les gouvernements capitalistes et ne les remplacent par le gouvernement de la classe ouvrière qui doit détruire la propriété privée capitaliste et instituer la propriété commune de toutes les richesses.

C'est ce que les travailleurs russes ont fait et c'est la seule façon pour les ouvriers des autres pays de se libérer du servage industriel et d'organiser le monde, en sorte que le travailleur bénéficie du produit intégral de son travail et que nul ne puisse monnayer le travail d'autrui.

Mais si les travailleurs des autres pays ne s'insurgent contre leurs propres capitalistes, la révolution russe ne pourra tenir. Les capitalistes du monde entier comprenant le danger que leur fait courir l'exemple de la Russie des Soviets, se sont coalisés pour la tuer. Les Alliés, oubliant à l'instant leur haine de l'Allemagne, ont invité les capitalistes allemands à se joindre à eux dans l'intérêt commun.

Et les travailleurs des autres pays commencent à comprendre. En Italie, en Allemagne, en France, en Angleterre, le flot de la révolution monte. En Amérique même les membres si conservateurs de l'*American Federation of Labour* se rendent compte que les grèves pour des augmentations de salaire et pour de meilleures conditions d'existence sont en réalité dépourvues de signification, le

coût de la vie subissant une hausse constante. Ils ont proposé toutes sortes de remèdes à cette situation, réformes du « Plomb Plan », nationalisation des mines, etc. Ils ont fondé un soi-disant Parti du Travail (*Labour Party*) qui se donne pour but de réaliser la propriété municipale ou gouvernementale de l'industrie, un mécanisme électoral plus démocratique, etc.

Mais ces réformes si même elles étaient accomplies, ne pourraient résoudre le problème. *Tant que subsistera le système capitaliste des hommes monnayeront le travail d'autrui. Toutes les réformes du système actuel ne font que leurrer le travailleur en lui faisant croire qu'il est un peu moins volé qu'auparavant.*

La révolution sociale a commencé et sa première bataille se poursuit en Russie. Elle ne laisse pas aux travailleurs le temps d'expérimenter des réformes. Les capitalistes ont déjà détruit la république hongroise des Soviets. S'ils réussissent à juguler et briser le mouvement ouvrier dans les autres pays l'esclavage industriel sera fondé.

Avant qu'il soit trop tard, les travailleurs conscients doivent se préparer à repousser l'assaut du capitalisme, et à prendre à leur tour l'offensive pour le vaincre et l'extirper du monde.

L'Etat Capitaliste

La guerre et ses conséquences ont révélé avec une netteté saisissante les fonctions réelles de l'Etat capitaliste — de ses législations, de ses tribunaux, de ses polices, de ses armées, de sa bureaucratie.

L'Etat sert à défendre et affermir le pouvoir capitaliste et à brimer les travailleurs. Tout ceci est particulièrement vrai aux Etats-Unis, dont la constitution fut conçue par des négociants, des spéculateurs et des propriétaires fonciers dans le dessein de protéger leurs intérêts de classe contre la majorité du peuple.

Quant à présent, le gouvernement des Etats-Unis n'est évidemment qu'une arme des capitalistes contre les travailleurs.

Les I. W. W. doivent le comprendre mieux que quiconque, pour avoir été rageusement persécutés par le gouvernement, pour avoir vu leurs leaders emprisonnés, leurs journaux supprimés, leurs membres déportés ou emprisonnés sous des inculpations forgées de toutes pièces, leurs cautions refusées, leurs prisonniers torturés, mis au secret, leurs locaux fermés, leur propagande réduite dans certains Etats à devenir clandestine.

Les travailleurs voient cela. Le peuple élit les gouverneurs, les maires, les juges, les sheriffs ; mais en temps de grève, le gouverneur convoque la milice pour défendre les renards ; le maire ordonne à la police d'assommer et d'arrêter les militants dans les rues ; le juge les inculpe « d'avoir troublé l'ordre », les qualifie « émeutiers » et les emprisonne, et le sheriff salarie des malandrins qu'il délègue en qualité de briseurs de grève...

La société capitaliste tout entière présente aux travailleurs un front unique.

Le prêtre lui dit de se résigner ; la presse le maudit et le traite de « bolchevik » ; la police l'arrête ; le tribunal le condamne ; le Sheriff le fait saisir pour dettes, et l'asile des pauvres accueille sa femme et ses enfants.

Pour détruire le capitalisme, les prolétaires doivent tout d'abord arracher aux capitalistes le pouvoir politique. Ils ne doivent pas se borner à s'en emparer ; ils doivent abolir entièrement le vieil état capitaliste.

Car l'expérience des révolutions a montré que les travailleurs ne peuvent pas s'emparer de l'Etat

et s'en servir — comme les socialistes jaunes le soutiennent. L'Etat capitaliste est édifié pour servir le capitalisme ; il ne peut rien faire d'autre.

En lieu et place de l'Etat capitaliste, les travailleurs doivent édifier leur propre état, la dictature du prolétariat.

La Dictature du Prolétariat

De nombreux membres de l'I. W. W. refusent d'en convenir. Ils sont adversaires de « tout état, de façon générale ». Ils se proposent de renverser l'Etat capitaliste et d'instituer immédiatement le Communisme industriel (Industrial Commonwealth).

Les Communistes sont aussi les ennemis de l'Etat. Ils veulent aussi l'abolir et substituer au gouvernement des hommes l'administration des choses.

Malheureusement la chose ne peut être faite sur-le-champ. La destruction de l'Etat capitaliste ne signifie pas que le capitalisme disparaît automatiquement et immédiatement. Les capitalistes ont d'autres armes qu'il faut leur arracher ; ils sont encore défendus par des légions de bons employés, d'administrateurs, de directeurs, d'habiles hommes d'affaires qui saboteront l'industrie — et qu'il faut persuader ou contraindre à servir la classe ouvrière ; ils ont des officiers qui peuvent trahir la révolution, des prêtres qui peuvent dresser contre elle les vieilles superstitions, des professeurs et des orateurs qui peuvent la déformer aux yeux des ignorants, des gredins que l'on peut stipendier pour la discréditer, des journaux qui peuvent tromper le peuple par de continuelles mensonges, des Socialistes jaunes et de soi-disants travaillistes qui préfèrent la démocratie capitaliste à la révolution. Leurs efforts doivent être sévèrement réprimés.

Jeter bas l'édifice de l'Etat capitaliste, briser la résistance de la classe capitaliste et la désarmer, confisquer ses propriétés et les transmettre à la communauté des travailleurs — ces tâches nécessitent un gouvernement, un Etat, la dictature du prolétariat au moyen de laquelle les prolétaires peuvent d'une main de fer, briser la classe ennemie.

C'est ce qui se passe actuellement en Russie.

Mais la dictature du prolétariat n'est que temporaire. Communistes nous voulons aussi l'abolition de l'Etat. L'Etat ne peut durer qu'autant que se prolonge la guerre des classes. La fonction de la dictature du Prolétariat est d'abolir la classe capitaliste en tant que classe ; en fait de supprimer toutes distinctions de classes. Ce but atteint la dictature du prolétariat, l'Etat disparaît automatiquement — cédant la place à une administration industrielle, vraisemblablement analogue au Bureau Exécutif Général de l'I. W. W.

Dans un récent article, Mary Marcy écrit que sans reconnaître théoriquement la nécessité de la dictature du prolétariat, les I. W. W. seront contraints de l'admettre *en fait* en temps de révolution, afin de vaincre la contre-révolution.

Voilà qui est vrai. Mais si l'I. W. W. se refuse à reconnaître par avance la nécessité de l'Etat ouvrier, la confusion et la faiblesse risquent de sévir dans ses rangs aux heures où la fermeté et la rapidité d'action lui seront impérieusement nécessaires.

L'Etat Ouvrier

Quelle sera la forme de l'Etat Ouvrier ?

Nous avons sous les yeux l'exemple de la République des Soviets russes dont il est peut-être utile d'indiquer ici la structure trop souvent défor-

mée à l'étranger par des informations contradictoires.

L'unité de gouvernement est le Soviet local ou Conseil des députés ouvriers, soldats rouges et paysans.

Dans les villes, le Soviet est élu comme suit : chaque fabrique élit un délégué pour tant d'ouvriers et chaque syndicat local en élit un certain nombre d'autres. Ces délégués sont élus sur des listes de partis politiques ou à titre individuel, au gré des ouvriers.

Les députés de l'armée rouge sont élus par leurs unités.

Dans les campagnes, chaque village a son Soviet qui envoie des délégués aux Soviets des villes qui élit à son tour le Soviet du District. Ceux-ci forment de la même manière le Soviet de la province.

Quiconque exploite le travail d'autrui ne peut voter.

Tous les six mois, les Soviets des villes et des provinces élisent des délégués qu'ils mandatent au Congrès Panrusse des Soviets qui est, dans le pays, l'autorité suprême. Le Congrès décide pour six mois des principales mesures politiques et choisit les deux cents membres du Comité Exécutif Central, chargés d'appliquer les mesures édictées par le Congrès. Le Congrès élit aussi un Cabinet — celui des Commissaires du Peuple.

Les mandats de ces derniers sont révocables à tout moment par le Comité Exécutif Central. Les membres des Soviets peuvent de même être rappelés par leurs commettants.

Ces Soviets ne sont pas seulement des organes législatifs mais aussi des organes exécutifs. Contrairement au Congrès Américain ils ne se bornent pas à confectionner des lois que le Président est ensuite chargé de promulguer et d'appliquer ; et il n'y a pas de cour suprême chargée de décider si la mesure adoptée est ou non « constitutionnelle ».

Dans l'intervalle entre les réunions du Congrès Panrusse des Soviets le pouvoir suprême appartient en Russie au Comité Exécutif Central. Ce comité se réunit au moins tous les deux mois et dans l'intervalle la direction des affaires est remise au Conseil des Commissaires du Peuple, tandis que les membres du Comité Exécutif Central travaillent dans leurs régions respectives.

Organisation de la Production et la Répartition des Produits

Les travailleurs sont en Russie organisés en syndicats, tous les ouvriers d'une industrie appartenant à leur syndicat. Ainsi, les charpentiers et les peintres travaillant dans une usine métallurgique font partie du Syndicat des Ouvriers Métallurgistes. Chaque usine constitue un syndicat local et son Comité de fabrique (Shop Committee) élu par les travailleurs a le rôle d'un Comité Exécutif.

Le Comité Exécutif Central Panrusse des Syndicats Fédérés est élu par le Congrès annuel des Syndicats. Un Comité spécial élu par ce même congrès établit le barème des salaires.

A peu d'exceptions près la plupart des grandes usines russes ont été nationalisées et sont en ce moment propriété de la communauté ouvrière. La tâche des syndicats n'est donc plus de combattre le capitalisme mais bien de diriger l'industrie.

Le Commissariat du Travail du gouvernement des Soviets travaille en plein accord avec les Syn-

dicats. Il n'est d'ailleurs élu par le Congrès des Soviets qu'avec l'approbation des Syndicats.

Un Conseil Supérieur de l'Economie populaire élu a la charge de diriger la vie économique du pays. Il est divisé en sections, telles que celles des métaux, de l'industrie chimique, etc., chacune ayant à sa tête des techniciens et des ouvriers désignés par le Conseil Supérieur avec l'approbation des Syndicats.

La production est, dans chaque usine, dirigée par un Comité de trois membres : un représentant du Comité de Fabrique, un représentant du Comité Exécutif Central des Syndicats et un représentant du Conseil Supérieur de l'Economie populaire.

Centralisation Démocratique

Les Syndicats forment ainsi une *branche du gouvernement* et ce gouvernement est le plus hautement centralisé qu'il y ait.

C'est aussi le gouvernement le plus démocratique que l'histoire connaisse. Car tous les organes du gouvernement sont en contact permanent avec les masses ouvrières et sous leur influence directe. Les soviets locaux jouissent, en outre, dans la Russie entière, d'une complète autonomie qui leur permet de diriger comme ils l'entendent les affaires locales à la condition de se conformer à la politique nationale du Congrès des Soviets. D'ailleurs, le gouvernement des Soviets, ne représentant *que les ouvriers*, ne peut pas ne pas agir dans leur intérêt.

De nombreux membres de l'I. W. W. sont adversaires de la centralisation parce qu'ils n'admettent pas qu'elle puisse être démocratique. Mais où il est question de grandes masses, enregistrer les volontés individuelles n'est plus possible ; la volonté des majorités peut seule être notée et la Russie des Soviets est administrée dans l'intérêt commun de la classe ouvrière.

La propriété privée de la classe capitaliste, pour devenir propriété *sociale* des travailleurs, ne peut pas être remise à des individus ou à des groupes d'individus ; elle doit devenir la propriété *de la communauté entière* et une autorité centralisée est nécessaire pour accomplir cette transformation.

Les industries qui fournissent aux besoins de la population entière *ne concernent pas seulement* les ouvriers qu'elles occupent mais intéressent la *communauté entière* et doivent être administrées au bénéfice de tous. L'industrie moderne est, au reste, si complexe, ses branches sont tellement interdépendantes qu'il faut, pour obtenir avec le maximum d'économie le rendement le plus fort, qu'elle soit soumise, selon un plan d'ensemble, à une direction unique.

La révolution doit être défendue contre les assauts formidables des forces coalisées du capitalisme mondial. De grandes armées doivent être levées, entraînées, équipées, dirigées. Ceci veut dire : centralisation. La Russie des Soviets a pendant deux ans soutenu seule les attaques répétées du monde capitaliste. Eût-il été possible de former une armée rouge forte de plus de deux millions d'hommes sans une autorité centrale directrice ?

La classe capitaliste a une organisation fortement centralisée qui lui permet de jeter toutes ses forces contre les groupements divisés et dispersés de la classe ouvrière. La lutte des classes est une guerre. Pour renverser le capitalisme les travailleurs doivent constituer une armée pourvue

d'un état-major, — mais d'un état-major élu et contrôlé par les ouvriers.

En temps de grève tout travailleur sait qu'il faut un Comité de Grève — un organe centralisé chargé de diriger l'action et dont les ordres doivent être obéis — élu et contrôlé par la masse ouvrière. *La Russie des Soviets est en grève, face à face avec le monde capitaliste tout entier. La révolution est une grève générale contre le système capitaliste. La Dictature du Proletariat est le Comité de Grève de la Révolution sociale.*

Les révolutions prolétariennes qui approchent en ce moment en Amérique et dans d'autres pays susciteront probablement de nouvelles formes d'organisation. Les bolcheviks ne prétendent pas avoir dit le dernier mot de la révolution sociale. Mais l'expérience de deux années de gouvernement ouvrier en Russie est naturellement de la plus haute importance et doit être étudiée de près par les travailleurs des autres pays.

Politique

Le mot politique agit sur nombre de membres de l'I. W. W. comme la vue d'un drapeau rouge agit sur le taureau — ou sur le capitaliste. Politique signifie pour eux « politicien » et, d'habitude, évoque à leurs yeux l'image du socialiste jaune qui brigue leurs suffrages dans l'espoir d'obtenir un confortable fauteuil où il lui sera possible d'oublier confortablement l'existence même des travailleurs.

Nos camarades ouvriers « anti-politiciens » sont opposés aux communistes qui, à leur avis, constituent un Parti Politique et qui, en effet, prennent part dans certains cas aux luttes politiques.

C'est user du mot *politique* dans un sens bien trop étroit. L'un des principes sur lesquels s'est fondée l'association des I. W. W. est exprimé dans ces mots de Karl Marx : « *Toute lutte des classes est une lutte politique* ». C'est dire que toute lutte des travailleurs contre les capitalistes est une lutte pour le pouvoir *politique* — pour celui de l'Etat.

Et c'est dans ce sens que les communistes se servent du mot « politique ».

Les socialistes jaunes s'imaginent pouvoir conquérir progressivement le pouvoir politique en se servant du mécanisme même de l'Etat capitaliste pour obtenir des réformes, et quand ils auront obtenu la majorité au Congrès, dans les assemblées législatives, quand ils auront élu le président, le maire et le sheriff, ils croient pouvoir se servir de l'appareil législatif de l'Etat bourgeois pour abolir pacifiquement le capitalisme et instituer de même, la communauté du travail.

Ceci les induit à prêcher diverses réformes du système capitaliste, à ouvrir leurs rangs aux petits capitalistes, aux aventuriers politiques de toutes espèces et finalement à conclure des marchés et à faire des concessions variées.

Les I. W. W. ne l'admettent pas plus que les communistes.

Communistes, nous ne croyons pas qu'on puisse s'emparer du pouvoir gouvernemental au moyen du mécanisme de l'Etat capitaliste. L'Etat étant l'arme particulière de la classe capitaliste, son mécanisme est naturellement conçu de manière à défendre et affermir le pouvoir du capitalisme. Le contrôle capitaliste de toutes les institutions qui font l'opinion publique — presse, écoles, églises, tribunes — le contrôle capitaliste de l'attitude politique des ouvriers par le contrôle de leurs moyens d'existence, rendent extrêmement improbable la possibilité pour les travailleurs d'élire jamais « légalement » sous le régime capitaliste démocratique

que, un gouvernement dévoué à leurs intérêts.

Et, à l'heure actuelle, tandis que la classe capitaliste du monde entier poursuit avec l'acharnement du désespoir sa campagne de répression contre les organisations du prolétariat conscient dans le monde entier, cette hypothèse est tout bonnement inadmissible.

Mais si même il était possible aux travailleurs de conquérir par le moyen du mécanisme politique l'Etat capitaliste, ce dernier ne pourrait pas servir à fonder la communauté industrielle. La source réelle du pouvoir capitaliste est dans la *propriété et le contrôle capitaliste des moyens de production*. L'Etat capitaliste n'existe que pour étendre et défendre cette propriété, ce contrôle. Il ne peut donc pas servir à les abolir.

Jusqu'ici les I. W. W. et les communistes sont d'accord. L'Etat capitaliste doit être attaqué par l'*action directe*. Cette action, dans la signification correcte des termes est aussi *politique*, car elle a un but *politique* — la conquête du pouvoir gouvernemental.

Les I. W. W. se proposent d'atteindre ce but par la grève générale. Les communistes vont plus loin. L'histoire indique assez que la grève générale n'est pas suffisante. Les capitalistes ont des armes et l'expérience des gardes blanches en Russie, en Finlande, en Allemagne prouve qu'ils ont suffisamment d'expérience et d'entraînement pour se servir de leurs armes contre les travailleurs. Ils ont en outre des stocks d'aliments qui leur permettent de tenir plus longtemps que les travailleurs toujours talonnés par le besoin.

Les communistes, eux aussi, comptent sur la grève générale, mais ils pensent qu'elle doit se transformer en *insurrection armée*. La grève générale et l'insurrection sont des formes de l'action politique.

Parlementarisme Révolutionnaire

S'il en est ainsi, si les communistes ne pensent pas pouvoir s'emparer de l'Etat par le bulletin de vote, pourquoi les Partis Communistes participent-ils aux élections et présentent-ils leurs candidats ?

La question de savoir si les communistes participeront ou non aux élections est secondaire. Certains organisations communistes y participent ; d'autres non. Mais les premières ne le font que dans un but de *propagande*. Les campagnes politiques donnent aux révolutionnaires l'opportunité de parler à la classe ouvrière, de leur montrer le caractère de classe de l'Etat et quel est l'intérêt véritable des travailleurs. Elles leur permettent de souligner la futilité des réformes, de démontrer les intérêts réels qui dominent les partis politiques capitalistes et socialistes jaunes et de souligner pourquoi il faut renverser le système capitaliste tout entier.

Les communistes élus au Congrès ou dans les assemblées législatives ont pour tâche de faire de la *propagande* ; de montrer sans cesse la nature réelle de l'Etat capitaliste, de s'opposer aux actes du gouvernement capitaliste et de révéler leur caractère de classe ; de montrer la futilité des réformes et des mesures capitalistes. Au sein des assemblées législatives, du haut des tribunes de la nation, les communistes peuvent stigmatiser les brutalités capitalistes et appeler les travailleurs à la révolte.

Karl Liebknecht a montré ce qu'un communiste peut faire au Parlement. Ses discours au Reichstag retentirent dans le monde entier.

D'autres, en Russie, en Suède (Hoglund) et dans d'autres pays, ont fait la même chose.

L'objection la plus commune à l'envoi de militants dans les assemblées législatives capitalistes, c'est que quelle que soit leur valeur révolutionnaire, ils seront invariablement corrompus par leur entourage et amenés à trahir les travailleurs.

Cette croyance est le produit d'une longue expérience, faite surtout avec les politiciens et les beaux parleurs socialistes. Mais, communistes, nous affirmons qu'un *parti vraiment révolutionnaire n'élira que de vrais révolutionnaires et saura les garder sous son contrôle*.

De nombreux membres de l'I. W. W. sont les adversaires acharnés de l'emploi des assemblées législatives ou de toutes autres institutions gouvernementales dans un but de propagande. Mais l'organisation des I. W. W., souventes fois, n'a pas dédaigné ces moyens. Lors de la grève de Lawrence en 1912, les I. W. W. se servirent même du *sénateur socialiste Victor Berger* qui porta à la tribune de la Chambre des Représentants les revendications des grévistes et des I. W. W. William D. Haywood, Vincent St John et bien d'autres leaders des I. W. W. témoignèrent volontiers devant la Commission Industrielle du gouvernement des Etats-Unis, profitant de cette occasion pour diffuser les idées de leur organisation. Mais l'exemple le plus frappant de l'usage du mécanisme politique de l'Etat dans un but de propagande nous fut donné en 1918 quand la Cour Fédérale de Chicago où l'on jugeait cent leaders de l'I. W. W. devint pour trois mois un véritable meeting de propagande ouvrière.

Tels sont les cas d'usage du mécanisme politique de l'état capitaliste dans un but de propagande parmi les masses. Ces méthodes doivent être employées selon les circonstances — de même que l'action parlementaire. L'usage de *nulle arme* ne doit être absolument condamné.

La tâche particulière des I. W. W. est de préparer les travailleurs à s'emparer de l'industrie et à la diriger. La fonction spéciale du parti politique communiste est de préparer les travailleurs à la conquête du pouvoir politique et à l'exercice de la Dictature du Proletariat. Tout travailleur doit être à la fois membre du syndicat révolutionnaire de son industrie et du parti politique qui combat pour le communisme.

La Révolution Sociale

et la Société future

Le but des I. W. W. est de « bâtir une société nouvelle au sein de l'ancienne ». Ce qui veut dire : organiser si complètement les travailleurs que le système capitaliste finisse, à un moment donné, par être brisé et par faire place à la Communauté Industrielle déjà pleinement développée.

Un acte semblable exige l'organisation et la discipline de la majorité des travailleurs. On pouvait, avant la guerre, croire possible l'accomplissement de cette tâche, bien que malgré leur activité de quatorze ans les I. W. W. n'aient pu organiser qu'une minime fraction des travailleurs américains.

A présent ce dessein n'est qu'utopique. Le capitalisme est à son déclin, la révolution est à nos portes et l'histoire n'attendra pas que la majorité des travailleurs soit organisée — 100 % — d'après le plan des I. W. W. ou de toute autre organisation. Nous n'avons plus la perspective d'un long développement industriel normal qui, seul, eût permis la réalisation d'un semblable dessein. La guerre a jeté les peuples du monde dans un immense cataclysme et ils doivent songer à l'action

immédiate et non à l'élaboration de savants projets dont l'accomplissement exigerait des années.

La nouvelle société ne sera pas bâtie, comme nous le pensions naguère, au sein de l'ancienne. Nous ne pouvons l'attendre. *La révolution sociale est là.* Quand les travailleurs auront renversé le capitalisme, quand ils auront écrasé toutes les tentatives faites pour le rétablir, ils pourront à loisir, au sein de leur état soviétiste, bâtir librement la nouvelle société.

En présence de la Révolution sociale, quelle est la grande tâche immédiate des Travailleurs Industriels du Monde (I. W. W.) ?

Constituant en Amérique la plus importante organisation syndicaliste révolutionnaire, il leur appartient de prendre l'initiative de fournir une base unique à l'unification de tous les syndicats d'un caractère nettement révolutionnaire, de tous les travailleurs qui acceptent le principe de la lutte des classes. Tels sont la Grande Union Unique (*One Big Union*), la W. I. U. et certains syndicats dissidents de l'*American Federation of Labour*.

Le moment n'est pas aux petites querelles de noms ou de menues questions d'organisation. La tâche essentielle c'est de grouper tous les travailleurs capables d'une action révolutionnaire de masses en temps de crise.

Révolutionnaires, ils ne peuvent repousser les invitations des communistes américains désireux de conclure un accord avec eux en vue d'une action révolutionnaire commune. Le parti politique et l'organisation économique doivent marcher d'un même pas vers le but commun — vers l'abolition du capitalisme par la Dictature du Proletariat et par les Soviets, vers la disparition des classes et de l'Etat.

L'Internationale Communiste tend aux I. W. W. une main fraternelle.

*Le président du Comité Exécutif de
l'Internationale Communiste,*

Janvier 1920.

G. ZINOVIEV.

KARL LIEBKNECHT == ROSA LUXEMBOURG

(IN MEMORIAM)

Nous sommes heureux de publier le discours prononcé par Henri Guilbeaux à Moscou, au Dom Soïouzov, le 16 janvier 1920, au meeting international organisé par l'Internationale communiste, à l'occasion du premier anniversaire de l'assassinat de Liebknecht et de Rosa Luxembourg.

Camarades,

Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg : deux martyrs qu'avait seulement emprisonnés l'empire allemand et que fit assassiner traitreusement un gouvernement soi-disant socialiste, les deux héros les plus glorieux et les plus purs de la nouvelle Internationale — voilà le leit-motiv des discours prononcés ici et des nombreux articles publiés partout et commémorant leur mort. Je ne veux pas répéter ce que d'autres orateurs ont déjà dit et surtout exprimé mieux que je ne pourrais le faire ; je voudrais seulement, de leur vie, de leur activité, de leur action, extraire quelques précisions qui intéressent au premier point le prolétariat français.

Lorsqu'on apprit en France les déclarations de Karl Liebknecht au Reichstag, et plus tard son intervention révolutionnaire le 1^{er} mai 1916, à la Potsdamerplatz à Berlin, ce fut une vive allégresse dans les rares milieux français demeurés révolutionnaires, et la flamme de ces foyers en fut fortement avivée. Ce fut également une joie sauvage parmi les contre-révolutionnaires qui, dans leur presse, se réjouirent du percement du front nationaliste allemand. Mais cette gaité bruyante et bête fut de courte durée et bientôt les journaux impérialistes déclarèrent que si Scheidemann et Sude-

kum étaient des agents allemands destinés à la propagande intérieure, Liebknecht était lui-même un grand agent allemand destiné à la propagande extérieure. Plus tard, l'organe de la Fédération des métaux voulant faire paraître les deux lettres adressées par Liebknecht à la Kommandantur, l'autorité militaire en interdit la publication.

En Allemagne même, non seulement l'attitude tenace de Liebknecht fut vouée aux imprécations des réactionnaires et des social-traitres, mais ceux qui plus tard devaient s'étiqueter socialistes indépendants reprochèrent à Liebknecht son manque à la discipline, après qu'ils eurent essayé, vainement d'ailleurs, de l'empêcher de parler au Reichstag. Quant aux prétendus « pacifistes » allemands, il suffit de signaler qu'un jour que le fameux professeur en théologie et moraliste Forster rendait visite à Romain Rolland en Suisse, le grand écrivain français ayant prononcé le nom de l'authentique internationaliste, le professeur laissa échapper un cri d'horreur et déclara : « Liebknecht est le pire ennemi de la patrie allemande ».

Pourquoi Liebknecht fut-il ainsi traité, même dans les pays de l'Entente, aussi bien que dans son propre pays ? Liebknecht n'était pas un pacifiste larmoyant ni un antipatriote vulgaire et aboyeur. C'était un lutteur robuste, un internationaliste autochtone, un révolutionnaire conséquent, partisan déterminé de la lutte de classe en tout temps et en toute circonstance. Il se prononça contre son gouvernement contre tous les gouvernements capitalistes. Dans ses lettres et sa défense, il a défini son pandéfaitisme — doctrine chère aux bol-

chéviki qui permit d'abord la révolution de mars et ensuite la révolution d'octobre, et provoqua finalement la désagrégation du front allemand, si bien que l'on peut dire, sans paradoxe, que l'Entente doit une grande part de sa victoire au bolchévisme, et au défaitisme des révolutionnaires russes. Liebknecht formula clairement son point de vue et il affirma avec force et raison que c'était le devoir de tout internationaliste conséquent de lutter avec obstination dans son propre pays, qu'il accomplissait ainsi joyeusement sa tâche en Allemagne, sans se soucier de l'usage que « l'ennemi » ferait de ses paroles.

La lutte de classes, Liebknecht ne se borna pas à la mener contre la bourgeoisie, mais il la dirigea contre la social-démocratie pourrie. Il dénonça la bureaucratie ossifiée du parti socialiste le plus puissant, l'esprit petit-bourgeois qui animait ses fonctionnaires — lesquels avant totalement oublié le but final du socialisme international, ne voyaient plus que les cadres, déformant la théorie et la pratique marxistes et constituant en somme un parti dans le parti.

Liebknecht fut le Saint-Georges qui terrassa le dragon du capitalisme et du social-patriotisme.

Aux côtés de Liebknecht, avec une force et une ardeur constantes, lutta Rosa Luxembourgeois, la plus authentique représentante du marxisme en Allemagne, non point d'un marxisme livresque et stérile, mais d'un marxisme lucide, intelligent et fécond. Rosa Luxembourgeois ne s'adonna point à l'improductive culture des idées, mais elle développa, propagea, illustra, défendit le marxisme révolutionnaire en ajoutant à sa science incomparable toute sa passion, toute sa générosité, tout son enthousiasme. Elle lutta contre le révisionnisme, contre le courant centriste dont nous connaissons la forme dans tous les partis de la II^e Internationale : menchévisme en Russie, jaurésisme en France. Et lorsque, dès 1912, Kautsky suivit résolument la voie de l'apostasie, rompant une amitié très chère, elle le combattit lui et son lourd dogmatisme livresque; en récompense Kautsky la traita, elle et ses amis de la gauche radicale du socialisme international, d'anarchistes syndicalistes — nous savons le sens hautement péjoratif que mettent dans cette expression les social-opportunistes de tous les pays. Durant la guerre impérialiste, elle accentua encore son esprit combatif et dans un écrit publié sous le pseudonyme de « Junius » et dans la revue *Internationale*, elle dirigea une offensive vigoureuse contre le capitalisme, le social-patriotisme et le social-opportunisme.

Rosa Luxembourgeois et Karl Liebknecht furent tous deux les champions de la révolution communiste en Allemagne. Ils disparurent, dans les circonstances les plus tragiques, par la volonté du bourreau Noske, auquel donnèrent un appui inconditionné les social-patriotes et social-opportunistes de tous les pays qui adhérèrent à la 2^e Internationale, votèrent les crédits

et préconisèrent la contre-révolutionnaire Ligue des Nations.

Les communistes allemands ont eu à soutenir une lutte longue, difficile, non encore terminée hélas, grâce à l'Entente et plus particulièrement à la France qui craint plus l'esprit révolutionnaire que l'esprit impérialiste de l'Allemagne. Le but de la guerre impérialiste faite par l'Entente était d'abattre l'Allemagne et son impérialisme jeune, intelligent, audacieux, menaçant. La paix de Versailles a montré toute la férocité de l'Entente, mais l'impérialisme allemand battu, surgit une autre force plus redoutable encore parce que celle-là est invincible et parce qu'elle a sa base dans le cœur du prolétariat du monde entier. L'Entente, depuis deux ans, s'efforce par tous les moyens, mais sans succès, d'abattre sa jeune république soviétiste de Russie.

En opprimant l'Allemagne, l'Entente travaille pour le communisme. De même que la Russie n'a pu être régénérée que par les bolchéviki, de même l'Allemagne ne sera sauvée que par les communistes allemands,

Camarades,

Je sais le nombre infini des héros et des victimes que compte le parti communiste russe, je sais toute l'intelligence, toute la bravoure, toute l'audace manifestées par les bolchéviki, mais je ne crois pas leur faire injure en disant que Karl Liebknecht et Rosa Luxembourgeois occupent la place la plus éclatante de lumière sur l'autel de la grande cathédrale de l'Internationale communiste.

Henri GUILBEAUX.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAIT TOUS LES JEUDIS

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

FRANCE

50 numéros.....	25 francs
20 numéros.....	10 francs
10 numéros.....	5 francs

ETRANGER

50 numéros.....	30 francs
20 numéros.....	12 francs
10 numéros.....	6 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD

123, rue Montmartre - PARIS

Le Militarisme & la Lutte de Classes

(Thèses pour le Congrès antimilitariste international, qui devait avoir lieu à Amsterdam, le 28 juillet et jours suivants)

Dans la société capitaliste, les classes au pouvoir ont depuis longtemps fait de l'armée un instrument de leur domination. Grâce à l'armée, ces classes ont réussi maintes et maintes fois à entraver la lutte du prolétariat et à étouffer ses justes revendications, soit en faisant exécuter par des soldats le travail d'ouvriers en grève, soit en employant la troupe à réprimer les grèves et les manifestations des masses.

Cependant, le fait que les armées étaient de plus en plus recrutées par le service obligatoire général, ou presque général, força souvent les gouvernements à une certaine circonspection.

Ce même fait favorisera la propagande pour le refus de service militaire. Dans l'histoire de la lutte de classe prolétarienne, on trouve beaucoup d'exemples de soldats refusant individuellement ou en groupe de prendre la place d'ouvriers en grève ou d'être menés contre eux. Ces exemples deviennent plus nombreux à mesure que la conscience de classe se développe et que les organisations prolétariennes prennent plus d'ampleur. L'emploi de l'armée par la bourgeoisie comme instrument de domination à l'intérieur devient ainsi une des causes de l'antimilitarisme, allant jusqu'au refus total de service militaire.

II

Dans l'époque actuelle, qui est celle de la révolution sociale pour la fin de toutes les exploitations humaines, le régime capitaliste est de plus en plus obligé de s'appuyer sur la force armée. A mesure que la pourriture de ce régime se manifeste davantage et que son prestige moral est plus complètement détruit, la répression violente devient son unique moyen de retarder sa chute. Déjà en plusieurs pays, notamment en Allemagne, en Italie, en Pologne, en Bulgarie, etc., un régime prolétarien (quoique non encore communiste) pourrait être fondé par l'action directe des masses, si l'état capitaliste ne disposait pas d'une force armée suffisante pour refouler cette action et se soutenir par la violence et la terreur.

III

Dans ces circonstances, il est du devoir absolu de tous les groupes d'avant-garde : partis communistes, communistes-socialistes, communistes-chrétiens, anarcho-communistes et des syndicats révolutionnaires de propager avec un zèle infatigable le refus de service individuel et collectif, qui devra être effectué chaque fois que le capitalisme veut employer l'armée contre la classe ouvrière. La grève générale est l'instrument principal de la révolution prolétarienne pour miner, affaiblir, paralyser et détruire l'état bourgeois. Mais cet instrument ne pourra être pleinement efficace que si la grève s'étend aux cheminots, chargés de transporter des troupes dans les centres du mouvement; aux dockers, qui doivent embarquer des vivres et des munitions pour la troupe; aux soldats, menés contre les grévistes ou chargés de prendre leurs places. De cette façon, la grève proprement dite et le refus collectif de service se fondent et s'unis-

sent en un flot révolutionnaire irrésistible : le vieux pouvoir s'écroule et est balayé.

Tout comme la grève générale dans l'époque de la révolution prolétarienne devra prendre de plus en plus un caractère international — le refus de service militaire contre-révolutionnaire devra dépasser les frontières. Contre la solidarité des Etats capitalistes devant la révolution, menant à l'attaque des pays où celle-ci est triomphante ou sur le point de triompher, les ouvriers militarisés et les soldats révolutionnaires de tous pays devront agir par la proclamation de la grève générale et du refus de service international.

La propagande pour le refus de service devra non seulement avoir lieu aux jours de crise, mais au contraire être menée sans interruption. Elle devra non seulement s'adresser aux soldats, souvent difficiles à atteindre et déjà endoctrinés dans la caserne, mais aller trouver les adolescents et tâcher de former en eux un état d'esprit socialiste et révolutionnaire avant qu'ils n'entrent à la caserne. Ceci équivaut à dire que la propagande antimilitariste, pour être vraiment fructueuse, devra devenir un côté de l'effort éducatif ayant pour but d'amener au socialisme communiste la jeunesse ouvrière. Cet effort est véritablement la base sur laquelle toute agitation antimilitariste sérieuse devra s'appuyer.

IV

Dans la propagande parmi la jeunesse, les campagnes sont très négligées. Cependant, c'est en grande partie la classe rurale, peu éclairée, ignorante, travaillée d'idées, de sentiments et de traditions réactionnaires (ceci par suite du mode de production agricole et de l'isolement des ruraux), qui forme l'appui le plus sûr du système capitaliste. C'est donc dans les campagnes que l'effort de propagande antimilitariste devra être le plus ardent et le plus continu.

Il est évident que cet effort ne pourra porter fruit que si on réussit à expliquer aux ouvriers agricoles, aux petits métayers et aux paysans semi-prolétariens qu'ils n'ont rien à craindre et beaucoup à espérer de la victoire de la classe ouvrière, que cette victoire, loin de leur prendre la terre qu'ils arrosent de leur sueur, adoucira leur labeur excessif en introduisant des méthodes supérieures de culture. Dans le régime prolétarien, la classe rurale, pour la première fois, connaîtra les bienfaits, les joies, les charges et les tourments subtils de la civilisation.

V

Malheureusement, on ne peut espérer qu'une propagande antimilitariste, même approfondie et constante, aura comme résultat le refus de service général des soldats aux jours de crise de la révolution prolétarienne. Il ne sert à rien de fermer les yeux sur les difficultés immenses de la révolution; au contraire, un trop grand optimisme peut être la cause de véritables désastres.

Après la fin de la guerre mondiale, une tendance apparaît chez les classes dirigeantes de plusieurs Etats capitalistes de remplacer les armées plus ou moins démocratiques, recrutées par le service obligatoire, par des armées moins nombreuses de

volontaires, enrôlés pour plusieurs années et jouissant d'une haute paye. Ces corps de volontaires, quels que soient leur nom et leur origine, depuis la police militaire jusqu'aux bandes de mercenaires, dressés pour le pillage et l'assassinat, ont tous certains traits communs. Tous, ils forment un milieu beaucoup plus ingrat à la propagande antimilitariste que les armées d'avant la guerre. De fait, il est à craindre que durant tout la première époque de la révolution prolétarienne, les classes capitalistes trouveront à leur disposition un grand nombre d'éléments brutaux et cruels, préférant la haute paye et la vie aventureuse des mercenaires au travail monotone et aux privations de l'ouvrier. Le procès de décomposition de la société capitaliste produit ces éléments qui trouveront dans les officiers, issus des milieux bourgeois, des chefs, imbus de tous les préjugés de la classe dirigeante, prêts à la répression violente de toute émeute et de tout mouvement révolutionnaire des masses.

En outre, les puissances coloniales disposent dans les corps indigènes d'éléments accoutumés à une obéissance passive et en partie à des méthodes de guerre barbares, telles le massacre des prisonniers. Parmi eux aussi, la propagande socialiste antimilitariste, quoique nullement désespérée, sera très difficile.

Cet ordre de chose oblige le prolétariat en lutte révolutionnaire d'élever incessamment la revendication du désarmement de la bourgeoisie et de ses auxiliaires. Ce n'est que par ce désarmement que le prolétariat peut échapper aux dangers de massacre et de terreur blanche, le menaçant sans relâche, ce n'est que par là qu'il peut réussir à éviter une lutte sanguinaire et prolongée.

Mais le désarmement de la bourgeoisie et de la force armée qu'elle emploie ne peut être exécuté par un prolétariat sans armes. L'esprit de violence extrême dont fait preuve la bourgeoisie pour conserver sa domination oblige l'avant-garde militante ouvrière à s'occuper de son armement et de son organisation militaire de classe, afin de ne pas être terrassée par la machine de guerre des classes capitalistes.

Les armées rouges, loin d'être des institutions militaristes, c'est-à-dire d'oppression, doivent être considérées comme des instruments de la libération des masses. Comme le prouve l'exemple de la Russie des Soviets, ces armées ne sont pas animées de l'esprit de conquête, mais uniquement du désir de défendre les libertés des masses laborieuses et l'œuvre grandiose de l'édification de la société communiste.

A mesure que se développe la révolution prolétarienne, et que les classes dirigeantes des Etats capitalistes unissent leurs forces pour l'écraser, les armées rouges des différents prolétariats s'uniront plus étroitement pour combattre ensemble ; elles formeront enfin une seule et unique Armée Rouge internationale de la Révolution Universelle.

VI

La guerre mondiale a habitué les peuples de tous les pays capitalistes à considérer la violence non comme le dernier moyen, *ultima ratio*, mais comme le moyen unique et naturel de toute action contre l'adversaire. Elle a piétiné tous les sentiments sociaux, la bonté, la sympathie, le respect de la vie humaine, inhérentes au cœur de l'homme ; elle a développé le mépris le plus absolu de la vie et du bien-être d'autrui et habitué des dizaines de millions d'hommes à des actes cruels et inhumains.

Le prolétariat en lutte révolutionnaire ne doit ni ne peut s'abaisser à la cruauté bestiale de son adversaire et là où l'âpreté de la lutte l'entraînerait à

le faire, il faut que la conscience des militants réagisse avec force contre cette tendance. Les actes de vengeance, le meurtre ou la torture des prisonniers. La violence et la terreur répugnent au prolétariat en lutte révolutionnaire, parce qu'elles sont en désharmonie complète avec son idéal humanitaire. Ses vrais moyens à lui sont la persuasion et l'exemple. C'est pourquoi l'on voit dans la révolution russe la propagande considérée toujours comme l'instrument principal de la révolution et employée dans toutes circonstances, même par les Armées Rouges, contre leurs adversaires. Le glaive n'est tiré qu'en dernière nécessité et l'esprit qui s'efforce de convaincre, agit incessamment, jusqu'au sein de la violence. L'effet de la propagande infatigable menée par les organisations soviétistes russes s'ajoute à l'effet de la bravoure des soldats rouges et contribue puissamment à affaiblir les armées contre-révolutionnaires et à raffermir la révolution. Cette propagande a souvent pour conséquence le refus de service de la part d'unités plus ou moins considérables des gardes blanches, qui passèrent de leur plein gré à l'armée révolutionnaire.

Dé nos jours, où la brutalité des classes dirigeantes va toujours croissant, il est très important pour la classe ouvrière de se rendre compte de l'importance extrême des forces spirituelles dans la lutte révolutionnaire. Si difficile et si ingrate que paraisse la propagande parmi les troupes mercenaires à la solde des Etats capitalistes, il ne faut jamais renoncer à agir sur eux par la persuasion. Au contraire, il faudra travailler incessamment à gagner leurs éléments les plus intelligents et les moins endurcis parmi eux à la cause de la liberté des peuples. Si la révolution prolétarienne n'est point possible sans violence, il est du devoir de tous les militants de réduire cette violence au minimum et d'épargner autant que possible le sang humain.

VII

Dans la révolution prolétarienne, le refus de service contre-révolutionnaire par des individus et des petits groupes peut agir à un moment donné comme une force motrice, entraînant une grande quantité d'individus moins courageux ou possédant moins d'initiative et les aidant ainsi à briser les entraves de la discipline, imposée par les classes dirigeantes. L'éducation socialiste-communiste devra considérer comme un des buts principaux de la propagande le renforcement de la personnalité, de l'esprit d'initiative, du jugement personnel, osant décider pour lui-même et du courage moral osant agir au besoin seul ou même contre les camarades et les chefs. La combinaison de ces qualités d'initiative avec une « discipline de fer », suivant l'expression aimée de Lénine, est une partie importante de la tâche éducative incombant à la Troisième Internationale.

Henriette ROLAND-HOLST.

Reconstructeur malgré lui

Notre camarade Palicot nous signale qu'il n'a jamais signé la motion présentée par les reconstructeurs au Congrès de Strasbourg. Ceux-ci ont abusé de son nom. Lénine ayant cité les noms des signataires, dans l'article que nous avons publié (N° 15) et où il administre une sévère mais juste leçon à Longuet et aux longuettistes, Palicot tient à être mis à sa vraie place, c'est-à-dire parmi nous.

Adhésion d'un Anarchiste au Communisme

Muhsam est l'un des militants et des publicistes les plus connus de l'anarchisme allemand. A l'heure actuelle, il est, de même que Tom Weinbull, enfermé à la prison d'Augsbach. Nous avons appris qu'ils avaient tous deux, ainsi que les autres détepus politiques, décidé de protester par la grève de la faim contre les mauvais traitements dont ils étaient l'objet. C'est, nul ne l'ignore, par des faits de ce genre, que l'on peut apprécier les bienfaits de la « révolution » allemande. L'adhésion de Muhsam au parti communiste est un fait analogue à celui des Freundler. Libres partisans hollandais, (représentants du mouvement révolutionnaire chrétien) entrés eux aussi dans le mouvement communiste. Nous assistons partout aux mêmes événements : quelles que soient les différentes philosophies professées par les militants, les contingents révolutionnaires se groupent pour ne former qu'un « front unique » contre la bourgeoisie et l'opportunisme.

Muhsam a publié dans la presse communiste allemande une déclaration motivant son adhésion au parti communiste. Nous la reproduisons ici.

« Voici déjà vingt ans que je propage les principes de l'anarchisme révolutionnaire. Bien avant la guerre mondiale et la révolution universelle, je militais dans le domaine politique, pour la révolution sociale, par l'action directe, dont Michel Bakounine fut le grand protagoniste. Mes attaques contre le marxisme, dont Kaustky était l'interprète le plus en vue, étaient surtout dirigées contre la participation du prolétariat au travail parlementaire, contre l'attitude opportuniste en présence de la société capitaliste, — et contre le principe de la collaboration avec la bourgeoisie, qui, pendant quelques dizaines d'années, caractérisa la politique social-démocrate. Mes amis et moi, nous n'avons cessé de dénoncer le danger qui menaçait le mouvement ouvrier destiné à s'enliser dans le marécage parlementaire, dans la poursuite des augmentations de salaire, dans le bureaucratisme syndical ou corporatif. Nous nous refusions à soutenir les organisations social-démocratiques et, persécutés par les autorités, raillés par les « leaders ouvriers » dont nous arrachions les masques, nous militions pour l'émancipation du joug de l'Etat en nous servant des armes que la lutte économique met à la disposition du prolétariat.

L'expérience de la révolution a dessillé les yeux de la classe ouvrière en ce qui concerne la politique de la social-démocratie, dont les conséquences sont devenues particulièrement évidentes au cours de la guerre, lorsque les chefs officiels de la social-démocratie adoptèrent leurs nouvelles positions de renégats. Tout ce que les bolcheviks ont accompli à Moscou, et leurs succès révolutionnaires sans précédent dans l'histoire du monde, prouvent combien avaient raison ceux qui ne voyaient

le salut du prolétariat mondial que dans la prise, par les travailleurs eux-mêmes, du pouvoir législatif et exécutif. Les thèses théoriques et pratiques de Lénine sur l'accomplissement de la révolution et des tâches communistes du prolétariat, ont donné à notre action une nouvelle base, en faisant revêtir à la lutte contre le capitalisme de nouvelles formes. Ses exposés théoriques constituent le front sur lequel peuvent enfin se rencontrer les disciples de Marx — de Marx libéré de Kautsky et Bernstein — et ceux de Bakounine ; car il n'y a pas désormais d'obstacles insurmontables à l'unification du prolétariat révolutionnaire tout entier.

Les anarchistes-communistes ont dû, il est vrai, céder sur le point le plus important du désaccord entre les deux grandes tendances du socialisme : ils ont dû renoncer à l'attitude négative de Bakounine en présence de la dictature du prolétariat et se rendre sur ce point à l'opinion de Marx.

Personnellement j'avais, dès le début de la révolution, compris que la dictature du prolétariat était nécessaire pour la conquête du pouvoir, et c'est en me conformant à ces principes que j'ai mené mon action de propagande.

Le second désaccord, celui qui a trait à l'organisation centralisée ou fédéraliste n'est plus, grâce à la solution géniale que lui a donnée Lénine — l'idée des Soviets — qu'une dispute de mots. Quand s'organisa le Parti communiste allemand, je lui proposai une collaboration de pure camaraderie. Il m'arriva maintes fois de prendre la parole dans les réunions du Parti et, bien que je n'aie pas travaillé de façon directe à son recrutement, j'ai certainement contribué à y rallier, à Munich et dans la région de Munich, plusieurs milliers d'ouvriers. Quant à y adhérer moi-même, je ne pouvais encore m'y résoudre, n'ayant jamais appartenu, jusqu'alors, à aucun parti, et ne voulant pas rompre avec mon passé anarchiste.

Le cours de la révolution, son écrasement momentané par les forces coalisées du militarisme, du capitalisme, du social-patriotisme, m'ont amené maintenant à une autre solution ; j'adhère dès ce jour au Parti communiste allemand.

L'unité du prolétariat révolutionnaire est nécessaire et ne doit pas être retardée. La seule organisation qui puisse l'accomplir, c'est le Parti communiste allemand. J'espère que les camarades anarchistes qui voient dans le communisme le fondement d'un ordre social équitable, suivront mon exemple. *L'anéantissement de l'Etat sous toutes ses formes est autant que le nôtre le but de Lénine.*

Nul d'entre nous n'abdique donc rien de ses convictions. J'espère que les camarades du Parti communiste allemand ne refuseront pas de nous admettre parmi eux. Vive la révolution mondiale ! Vive la III^e Internationale !

Eric MUSHAM.

Forteresse d'Augsbach, sept. 1919.

LE PROGRAMME AGRAIRE du Parti Communiste Allemand

I
Les dévastations incalculables provoquées par la guerre mondiale dans le domaine économique ont sapé les bases du système capitaliste en Allemagne. Tout le mécanisme de la production a fondu dans le creuset infernal de la guerre. Les réserves de main-d'œuvre, d'outillage, des matières premières et d'autres matériaux indispensables à la production ont été épuisées ; le capital a diminué également. Et à mesure que disparaissaient les valeurs destinées à la consommation, la somme des dettes militaires augmentait toujours en même temps qu'augmentait la rapacité de la classe capitaliste pour les produits du travail. L'anarchie de la production augmentait dans la même proportion ; le capital dont le rôle historique consistait dans le développement le plus large des forces productrices de la société humaine, a dégénéré en un véritable parasite dans le corps du travail social et s'est transformé en une force désorganisateur et destructrice. Sa dernière heure a sonné. Le prolétariat est appelé à exécuter le verdict de l'histoire sous la menace de la perte définitive de la production.

La défaite de l'impérialisme allemand sur les champs de batailles français a donné le signal de la rencontre décisive qui se préparait depuis longtemps déjà. La révolution du 9 novembre en fut le prélude. Mais cette révolution, bien qu'opérée par les ouvriers et les soldats désillusionnés et fatigués de la guerre, a néanmoins laissé intactes les bases du système capitaliste dans le domaine économique. Elle n'a touché qu'aux formes gouvernementales extérieures. Elle a transformé un pays militariste et monarchique en une république bourgeoise gouvernée pour les apparences par des social-traitres.

Les formes politiques du régime capitaliste ont été soumises à des transformations superficielles ; un nouveau fondement lui a été substitué. Mais cette révolution politique est devenue en même temps le point de départ d'une lutte décisive entre le capital et le travail ; elle s'est exprimée sous la forme d'une série de grandes grèves et d'insurrections armées qui ont passé comme un ouragan par toute l'Allemagne et dont le résultat final ne peut être que le renversement du pouvoir capitaliste. Le prolétariat industriel marchait à la tête de l'insurrection des ouvriers salariés contre le capital. Il a été suivi par les ouvriers et les employés du capital financier.

Il est clair que la solution du conflit entre le travail et le capital ne saurait être limitée aux villes seules. Le pouvoir du capital opprime encore plus lourdement le prolétariat des campagnes. Sa destruction menace également l'existence des paysans pauvres.

La lutte du prolétariat des campagnes et des paysans contre le capital se complique dans une forte mesure par le manque de solidarité sur les lieux et par l'isolement des campagnes. Ces obstacles ne pourraient être surmontés que par une collaboration étroite avec le prolétariat des villes.

Dans les entreprises importantes de l'économie agraire, le capital lui-même a formé un prototype de la production socialiste. Il suffira seulement de détruire les cadres de la propriété privée, de

socialiser la terre et les instruments de production et d'établir une collaboration étroite avec le commerce et l'industrie socialisés pour permettre aux méthodes socialistes du travail de se développer dans le domaine de l'économie agraire. Les petits paysans et la propriété agraire importante, exploités sous la forme de communes agricoles isolées, souffrent tout autant que le prolétariat des campagnes du joug du système agraire capitaliste. Mais dans cette forme de production par petites organisations les éléments du système économique socialiste font encore défaut. Les y introduire de force est impossible. Le régime économique bourgeois, grâce à un processus de violence de plusieurs siècles a détruit les bases de la petite propriété agraire. C'est pourquoi le petit propriétaire paysan déchoit dans les rangs du prolétariat ou bien se trouve obligé de mener la double existence de l'ouvrier de fabrique et du prolétaire paysan. Il est arraché à la terre et à ses instruments de production pour tomber sous la coupe du grand propriétaire ou de l'entrepreneur industriel. Les petits propriétaires paysans se sont transformés en masses en ouvriers de fabriques et en prolétaires paysans ; ou bien il est arrivé que leurs lots se sont trouvés à ce point diminués et grevés d'hypothèques que cette propriété agraire les entravait comme un boulet au pied et les mettait dans une lourde dépendance à l'égard du grand propriétaire et du capital industriel.

Au contraire l'attitude de la classe ouvrière ayant pris le pouvoir, à l'égard du paysan, ne saurait s'exprimer que par un désir actif de le soutenir, de l'élever, afin de l'aider à s'engager dans la voie qui mène au socialisme. Le problème consiste dans ce domaine à améliorer la position des petits paysans par le moyen d'un large soutien de la part de l'industrie et du commerce socialisés ; il faut délivrer le paysan du régime bureaucratique qui l'opprime et lui apprendre à gérer ses affaires lui-même ; il faut enfin développer les germes de la coopération agraire avec le concours actif du gouvernement prolétarien, afin que le petit propriétaire paysan passe peu à peu à la production sociale dans de larges proportions. Dans le but de délivrer le prolétariat des campagnes et les paysans de l'exploitation du capital et dans le but d'établir le système socialiste de la production dans l'économie agraire, le parti communiste formule les revendications suivantes :

II

Les entreprises importantes dans l'économie agraire sont celles qui se servent continuellement du travail salarié dans le but d'obtenir des bénéfices capitalistes. Les petites propriétés agraires sont celles qui ne se servent pas du tout du travail salarié ou bien s'en servent de telle sorte que les ouvriers par la forme de leur existence et le caractère de leur travail jouent dans l'économie domestique un rôle égal à celui des patrons et des membres de leurs familles.

III

Toute propriété importante, exploitée sous forme de grosse entreprise, est expropriée par le gouvernement socialiste avec son inventaire vivant et autre, toutes les entreprises industrielles qui en

font partie et son capital — sans aucune indemnité. Elle devient la propriété de la société socialiste.

IV

Tous les droits seigneuriaux et patronaux (droit de chasse et de pêche, droits de police, affranchissement de contributions, etc.), de même que tous les droits de fidei-commis sont abolis sans aucune rétribution.

V

Dans chaque grosse entreprise agraire les ouvriers, les employés qui y travaillent continuellement et les membres de la famille s'occupant des travaux domestiques forment un conseil.

VI

Le conseil de la propriété prend sur lui l'exploitation sur les bases communales sous la direction d'un centre commun pour toutes les grosses entreprises agraires.

VII

Le conseil prend sur lui dans les cadres établis par le centre commun l'accomplissement des fonctions suivantes :

- 1) L'engagement et le renvoi des ouvriers ;
- 2) L'établissement de la durée de la journée de travail et du salaire ;
- 3) L'établissement du système d'exploitation du terrain de la propriété agraire et la direction de toutes les entreprises industrielles liées à la propriété ;
- 4) La remise des excédents des produits agraires non employés pour les besoins de la propriété ;
- 5) La détermination de l'outillage indispensable pour l'économie agraire et que cette dernière ne produit pas elle-même (semences, bétail, en général instruments agricoles, engrais, nourriture, matières chimiques, matériaux de construction, etc.) ;
- 6) L'établissement et la distribution des produits commerciaux indispensables pour la consommation privée (produits alimentaires, habits, ameublement et batterie de cuisine, œuvres littéraires et artistiques).

La moyenne des produits agraires et industriels, produits dans la propriété même, indispensables pour les besoins personnels des membres-compagnons de l'économie donnée, est établie par le centre.

Le surplus de ces produits est remis aux dépôts des centres de ravitaillement qui pourvoient également aux besoins des propriétés agraires sous forme de produits commerciaux de toute espèce.

VIII

Le surplus livré des produits d'une propriété donnée est porté aux comptes courants des compagnons de ladite propriété qui est financée par les banques centrales.

IX

Les forêts et les chasses se trouvent entre les mains des ouvriers et des employés forestiers soumis à un centre de direction unique, réunis en coopérative et de plus organisés en soviets.

X

L'exploitation des forêts qui faisaient précédemment partie des propriétés des communes payannes est réservée à ces dernières dans les limites de leurs besoins locaux. La direction de ces terrains est concentrée dans les centres, de même que la direction de tous les autres terrains forestiers.

XI

La direction des voies de navigation se centralise dans les limites de chaque région.

XII

Dans les périodes de grand travail pressé dans les entreprises agricoles — de travail demandant à être exécuté à terme (ensemencement, la récolte) des détachements d'ouvriers agraires seront formés par le centre et répartis dans différentes propriétés.

XIII

Pour permettre de mobiliser les ouvriers dans les propriétés agricoles au moment indiqué, il est indispensable que les travailleurs industriels s'initient eux aussi dès leur jeune âge aux formes élémentaires du travail agricole.

D'un autre côté il est indispensable que les travailleurs des communes agricoles apprennent les éléments de la technique de l'agriculture dans l'intérêt du développement technique de la production même et aussi pour faciliter le passage des ouvriers qui, par la suite, ne seront pas appelés à travailler dans les entreprises agricoles dans le domaine du travail industriel.

XIV

L'apprentissage, l'entretien des élèves et la fourniture des livres sont gratuits dans les écoles techniques et agraires tout comme dans les autres écoles en général.

XV

Les moyens et la main-d'œuvre indispensables pour l'accomplissement des grands travaux dans les entreprises agraires (défrichage et travaux de drainage, etc., déblaiement des champs, construction des routes) sont fournis aux propriétés par l'Etat.

XVI

Toute grande propriété non exploitée comme telle, mais parcelée en lots affermés, est expropriée dans les mêmes conditions que les grandes propriétés indiquées précédemment — sans indemnité. Les terres exploitées sous formes de petites fermes sont remises aux soviets de travailleurs agricoles et de paysans du rayon économique correspondant. Ces soviets doivent établir pour chaque terrain donné la forme de son exploitation en se conformant aux intérêts des paysans qui y travaillaient jusque-là.

XVII

Les terres qui ont appartenu à l'Etat et qui ne sont pas subdivisées doivent servir de fermes modèles et se trouver sous la dépendance directe du centre gouvernemental ou du district.

Des écoles spéciales ou des écoles supérieures d'économie agraire doivent y être organisées.

XVIII

L'Etat doit tendre à niveler l'antagonisme entre la culture des villes et celle des campagnes en facilitant l'accès de cette culture dans les campagnes par la construction d'un riche réseau de voies ferrées de communication rapide et d'autres voies de communication et dans l'intérêt de la production même — fournir à la campagne l'énergie électrique, le gaz, etc. ; il doit enfin dans le même but procéder à l'union des grosses entreprises agraires avec les entreprises industrielles.

De la Petite Propriété

XIX

Le droit de propriété du petit propriétaire sur la terre qui lui appartenait et les moyens de production reste invulnérable. La terre qu'il exploitait lui est abandonnée gratuitement en pleine propriété.

XX

Les petits paysans régissent eux-mêmes leurs affaires administratives et économiques sur la base de l'organisation soviétiste.

Cette forme de direction doit remplacer la tutelle bureaucratique du régime capitaliste.

XXI

Tous ceux qui travaillent dans les petites propriétés agraires, y compris les membres de la famille de sexe féminin occupés aux travaux domestiques, doivent s'unir en soviets de petits paysans locaux.

Les petits marchands et les ouvriers spécialistes ne vivant pas du produit du travail d'autrui entrent également dans la composition desdits soviets.

Les soviets locaux de petits paysans s'unissent à leur tour aux soviets des propriétés appartenant à la région correspondante et aux ouvriers vivant dans la campagne pour former des soviets de campagnes communs.

Les soviets des petits paysans régissent les affaires communes de tous les petits paysans. Les soviets de campagne régissent les affaires économiques générales de la campagne.

XXII

Les soviets de petits paysans font acquisition à frais communs des engrais, des semences, du bétail, de l'outillage agricole, des machines et des produits naturels de toute espèce, de concert avec les soviets de propriétés locaux et les soviets ouvriers ; ils contrôlent la livraison du surplus des produits dans les dépôts des centres de ravitaillement.

XXIII

L'industrie socialement organisée fournit aux petits paysans tous les produits qui leur sont indispensables ; elle contribue à l'union des petites fermes au moyen de la construction d'un large réseau électrique par la mise à leur disposition des machines et des bâtiments nécessaires, en encourageant le développement des sociétés coopératives agraires, en veillant au développement de l'éducation professionnelle et à la mise à la disposition des petits paysans de spécialistes et de livres techniques indispensables, fournis gratuitement, etc.

XXIV

L'union des petites communes agricoles d'une région donnée en une seule grande ferme — union économique régionale — représente le passage à la grosse économie agricole organisée et gérée par tous ses membres.

L'union régionale est formée selon la libre entente des petits paysans habitant la région donnée.

L'organisation de l'union régionale est composée par l'association libre de n'importe quel nombre de petits paysans d'une localité.

XXV

Les unions régionales, de même que les petites unions de paysans, sont soutenues par l'industrie socialiste par la construction pour toute la région de magasins sociaux, d'écuries et d'autres locaux, par la mise à leur disposition de techniciens et de spécialistes agraires, par l'envoi des détachements d'ouvriers pendant la période des grands travaux au moment de l'ensemencement et de la récolte et par leur pourvoiement en inventaire et en capital.

XXVI

L'instruction dans les écoles — générales et spé-

ciales — les livres et l'entretien des élèves durant la période scolaire sont gratuits.

XXVII

Des terrains de dimension suffisante doivent être mis à la disposition des écoles, dans les villes comme dans les campagnes, pour permettre l'enseignement pratique de toutes les branches principales du travail agricole.

XXVIII

Les hypothèques des terres passent à l'Etat. Elles ne peuvent pas être abolies selon le désir des propriétaires. Les hypothèques peuvent être levées par l'Etat.

Les Soviets des campagnes

XXIX

Les soviets de propriétés, les soviets de petits paysans et ceux des campagnes s'unissent d'abord par arrondissements économiques, puis par tout le territoire de l'Etat.

Chacune de ces organisations soviétistes doit élire dans son milieu un comité exécutif qui dirigera les affaires courantes sous le contrôle des soviets et jouit du droit de coopter des spécialistes. Le Congrès central des soviets ouvriers agraires et des petits paysans sert d'organe supérieur de représentation de l'économie agraire. Ce congrès choisit dans son milieu, en qualité d'organe exécutif, un soviet agronomique central. Ce dernier entre dans la composition de l'organe central de l'économie agraire et établit, de concert avec ce dernier, les règlements généraux de l'économie agraire.

XXX

Les communautés des campagnes sont gouvernées par les soviets des campagnes. Les affaires courantes se trouvent sous la compétence du Comité exécutif des campagnes.

Les membres du Comité exécutif, de même que les membres du soviet des campagnes, peuvent être rappelés à tout moment par leurs électeurs. Les soviets des campagnes envoient leurs délégués dans les soviets de paysans et d'ouvriers des districts et ces derniers dans les soviets des arrondissements, etc., et ces soviets, de concert avec les autres soviets, représentent le pouvoir politique de leur région.

LA COLLECTION...

...du BULLETIN COMMUNISTE sera dans quelques mois introuvable. Il ne nous reste qu'un nombre d'exemplaires fort limité.

Les dernières collections sont en vente au prix normal : 50 centimes le numéro. (Nous sommes étrangers à la spéculation.)

Il est inutile de vanter l'intérêt et la valeur de cette collection unique d'écrits des grands hommes de la Révolution russe, des Révolutions d'Allemagne, d'Autriche et de Hongrie.

Que ceux qui veulent posséder la collection complète se hâtent. Envoi franco contre le montant adressé à notre administrateur. Vingt numéros : 10 francs.

“ LE FEU ” d'Henri BARBUSSE

Nous sommes heureux de publier ici un article de Maxime Gorke, paru en Russie, il y a un an environ, sur le livre célèbre d'Henri Barbusse, ces lignes étant inédites en France.

Dans ce livre étonnamment simple et impitoyablement vrai, on voit comment des hommes de nationalités différentes, mais également raisonnables, s'exterminent les uns les autres, détruisent les fruits de leurs labeurs forcés et magnifiques prolongés pendant des siècles, transforment en tas de décombres des églises, des palais, des demeures ; détruisent de fond en comble les villes, les villages, les vignobles ; abîment d'immenses espaces de terrains admirablement cultivés par leurs ancêtres et maintenant remplis d'éclats de fer, empoisonnés par la chair putréfiée des innocents que l'on a tués.

Pendant qu'ils font cette œuvre insensée d'auto-extermiation et de destruction de la culture, ces hommes capables de réfléchir raisonnablement sur tout ce qui irrite leur peau ou leurs nerfs, sur tout ce qui émeut leur cœur et leur esprit, prient Dieu, prient sincèrement et, comme le relate un des personnages du livre, « prient tous d'une façon idiotement semblable », — après quoi ils recommencent leur sauvage travail d'auto-extermiation d'une façon tout aussi « idiotement semblable ». Le lecteur trouvera dans ce livre ce tableau de la messe chez les Allemands et chez les Français, les uns et les autres croyant également que dans l'œuvre basse et sanglante de la guerre « Dieu est avec eux ».

Mais ils disent ensuite : « Dieu ? P' s' fout bien de nous ». Et les mêmes héros, martyrs et fratricides, s'interrogent l'un l'autre :

« Comment ose-t-il, ce Dieu, permettre à tous les hommes de croire pareillement qu'il est avec eux et non avec les autres ? »

Emouvants, simples comme des enfants, ces hommes, versant le sang les uns des autres, disent :

« S'il y avait un Dieu de bonté et de miséricorde, il n'y aurait pas de froid. »

Mais ayant ainsi clairement raisonné, ces grandes victimes subissant, elles aussi, leur Passion, recommencent à s'entretuer.

Pourquoi ? Pourquoi ? Ils le savent aussi ces hommes, ils disent de même : « Ah ! nous ne sommes pas mauvais, mais nous sommes si pauvres et si malheureux. Et puis si bêtes, trop bêtes ». Mais en ayant conscience, ils continuent leur tâche honteuse et criminelle de destruction.

Le caporal Bertrand est plus instruit que d'autres :

— L'avenir ! s'écria-t-il tout d'un coup comme un prophète. De quels yeux ceux qui vivront après nous et dont le progrès — qui vient comme la fatalité — aura enfin équilibré les consciences, regarderont-ils ces turries et ces exploits dont nous ne savons pas même, nous qui les comptions, s'il faut les comparer à ceux des héros de Plutarque et de Corneille, ou à des exploits d'apaches !

Et pourtant, continua Bertrand, regarde ! Il y a une figure qui s'est élevée au-dessus de la guerre et qui brillera pour la beauté et l'importance de son courage...

J'écoutais, appuyé sur un bâton, penché sur lui, recueillant cette voix qui sortait, dans le silence du crépuscule, d'une bouche presque toujours silencieuse. Il cria d'une voix claire :

— Liebknecht !

Il se leva, les bras toujours croisés. Sa belle face, aussi profondément grave qu'une face de statue, retomba sur sa poitrine. Mais il sortit encore une fois de son mutisme marmoréen pour répéter :

— L'avenir ! L'avenir ! L'œuvre de l'avenir sera d'effacer ce présent-ci, et de l'effacer plus encore qu'on ne pense, de l'effacer comme quelque chose d'abominable et de honteux. Et, pourtant, ce présent, il le fallait, il le fallait ! Honte à la gloire militaire, honte aux armées, honte au métier de soldat, qui change les hommes tour à tour en stupides victimes et en ignobles bourreaux. Oui, honte ! c'est vrai, mais c'est trop vrai ; c'est vrai dans l'éternité, pas encore pour nous. Attention à ce que nous pensons maintenant ! Ce sera vrai, lorsqu'il y aura toute une vraie bible. Ce sera vrai lorsque ce sera écrit parmi d'autres vérités que l'épuration de l'esprit permettra de comprendre en même temps. Nous sommes encore perdus et exilés loin de ces époques-là. Pendant nos jours actuels, en ces moments-ci, cette vérité n'est presque qu'une horreur, cette parole sainte n'est qu'un blasphème !

Il eut une sorte de rire plein de résonances et de rêves.

— Une fois, je leur ai dit que je croyais aux prophéties, pour les faire marcher. »

Mais parlant ainsi, cet homme calme et vaillant, estimé de toute son escouade, l'a conduit à la tuerie insensée.

On voit dans tout cela la flamme ironique et brillante de cette contradiction qui abaisse l'homme jusqu'à en faire un instrument sans volonté, jusqu'à en faire on ne sait quelle dégoûtante machine créée par une mauvaise force obscure pour servir ses desseins diaboliques.

Et ces misérables héros nous deviennent chers et proches, mais semblent en vérité des lépreux portant à jamais, en eux, une irréductible contradiction de la raison et de la volonté. Il semble que leur raison soit déjà assez forte et sûre pour arrêter cette écoeuvante tuerie, interrompre le crime universel, mais... ils n'ont pas de volonté et, comprenant toute l'infamie du meurtre, s'y refusant dans le fond de leur âme, ils vont quand même tuer, détruire et mourir dans le sang et la boue.

— Oui, lui dis-je, oui, mon vieux frère, c'est vrai ! C'est avec nous seulement qu'on fait les batailles. C'est nous la matière de la guerre. La guerre n'est composée que de la chair et des âmes des simples soldats. C'est nous qui formons les plaines de morts et les fleuves de sang, nous tous — dont chacun est invisible et silencieux à cause de l'immensité de notre nombre. Les villes vidées, les villages détruits, c'est le désert de nous. Oui, c'est nous tous et c'est nous tout entiers.

— Oui, c'est vrai. C'est les peuples qui sont la guerre : sans eux il n'y aurait rien, rien, que quelques criailleries, de loin. Mais c'est pas eux qui la décident. C'est les maîtres qui les dirigent.

Les peuples luttent aujourd'hui pour n'avoir plus de maîtres qui les dirigent. Cette guerre, c'est comme la Révolution Française qui continue.

— Alors, comme ça, on travaille pour les Prussiens aussi ?

— Mais, dit un des malheureux de la plaine, il faut bien l'espérer.

— Ah, zut alors ! grinça le chasseur.

Mais il hocha la tête et n'ajouta rien.

— Occupons-nous de nous ! Il ne faut pas s' mêler des affaires des autres, machonna l'entêté hargneux.

— Si ! il le faut... parce que ce que tu appelles les autres, c'est justement pas les autres, c'est les mêmes !
— Pourquoi qu' c'est toujours nous qui marchons pour tout le monde ?

— C'est comme ça, dit un homme, et il répéta les mots qu'il avait employés à l'instant : Tant pis, ou tant mieux !

— Les peuples, c'est rien, et ça devrait être tout, dit en ce moment l'homme qui m'avait interrogé — reprenant sans le savoir une phrase historique vieille de plus d'un siècle, mais en lui donnant enfin son grand sens universel.

Et l'échappé de la tourmente, à quatre pattes sur le cambouis du sol, leva sa face de lépreux et regarda devant lui, dans l'infini, avec avidité.

Qui verra-t-il ? Nous croyons qu'il y verra ses descendants, libres, raisonnables et forts de volonté.

Ce livre heureux et terrible a été écrit par un homme qui a vécu lui-même toute l'horreur de la guerre, toute sa folie.

Ce n'est pas le livre correct et de noble allure du génial Tolstoï, d'un génie qui contempla la guerre dans un passé lointain. Ce n'est pas la pitoyable composition de Berthe Sunner « *A bas la guerre* », composition écrite avec d'excellentes intentions, mais incapable de persuader ou de dissuader qui que ce soit de quoi que ce soit.

C'est un livre simple comme l'Évangile, débordant d'une colère prophétique, — c'est le premier livre qui parle de la guerre, simplement, farouchement, calmement, avec la force nécessaire de la vérité. On n'y trouve pas d'imagination pour faire du roman avec la guerre, pour colorer, des nuances de l'arc-en-ciel, son horreur salement sanglante.

Barbusse a écrit le quotidien de la guerre, il a représenté la guerre comme un travail pénible et malpropre d'extermination mutuelle, de gens qui ne sont coupables de rien — qui ne sont coupables de rien, sinon de bêtise. Il n'y a pas dans son livre de tableaux de bataille peints en couleurs poétiques ou héroïques, il n'y a pas de descriptions du courage de certains soldats. Le livre de Barbusse est rempli d'une rude poésie de vérité, il montre la valeur du peuple, la valeur de centaines de milliers et de millions d'hommes, voués à la mort et à l'anéantissement par le grand provocateur des peuples, par le capital.

Ce Satan parfaitement réel agit inlassablement parmi nous, et c'est lui le principal personnage du livre de Barbusse. Ayant aveuglé des millions de simples d'esprit de l'éclat des idées et des enseignements qui tuent la volonté, les ayant empoisonnés avec les poisons de la cupidité, de l'envie, du lucre, il les a poussés par millions vers les plaines fertiles de la France, et là, pendant quatre ans, ils ont détruit tout ce qui avait été créé par un labeur de près de deux siècles, se prouvant une fois de plus à eux-mêmes que le pire ennemi de l'homme, c'est son manque de volonté et de raison.

Plus profondément que tous ceux qui l'ont précédé, Barbusse a entrevu l'essence même de la guerre, et du ton inspiré d'un annonciateur du nouvel évangile, il a montré aux hommes l'abîme de leurs erreurs.

Chaque page de son livre est un coup du marteau de fer de la vérité sur la masse de mensonges, d'hypocrisie, de férocité, de saleté et de sang, que l'on appelle d'un seul mot : la guerre. Et ce livre est sombre, terrible d'impitoyable vérité, mais surtout, dans ses ténèbres, s'allument les petites flam-

mes de la nouvelle conscience, — et ces petites flammes, nous le croyons, s'étendront bientôt sur tout l'univers en des flammes qui purifieront la terre de la boue, du sang, du mensonge et de l'hypocrisie créés par Satan-Capital.

Les hommes, dont parle Barbusse, commencent déjà à nier hardiment la puissance, de Dieu sur l'homme, et c'est un signe certain qu'ils connaîtront bientôt, avec honte et colère, combien est coupable et dégoûtant le pouvoir de l'homme sur l'homme.

Nous vivons en des jours tragiques et les choses nous sont intolérablement pénibles, mais nous vivons à la veille de la renaissance de toutes les bonnes forces de l'homme pour la libre création et le travail. Telle est la vérité, et elle nous doit nous reconforter, accroître nos forces, nous rendre vaillants.

Maxime GORKI.

LE BULLETIN COMMUNISTE

est en vente

123, rue Montmartre.

A la librairie de l'Humanité.

A la librairie du Journal du Peuple.

A la librairie du Populaire.

A la Vie Ouvrière, 96, quai de Jemmapes.

A l'A.R.A.C., 12, rue Grange-Batelière.

A la Maison Commune, 49, rue de Bretagne.

Au kiosque de la Bourse du Travail.

Et tous les lundis à la 9^e section, 41, faubourg Montmartre.

A Saint-Ouen, au Comité de la 3^e Internationale.

A Fontenay-sous-Bois, au Comité de la 3^e Internationale.

A Montrouge, à la section socialiste.

A Puteaux, à la librairie Habach, 23, boulevard Richard-Wallace.

A Levallois, à la librairie, 31, rue Chevallier ; chez Velland, 38, rue de Courcelles ; chez Rigaud, 22, rue de Courcelles.

A Saint-Denis, chez Bourgé, 248, avenue du Président-Wilson.

A Billancourt, chez Mme veuve Rosset, 100, route de Versailles.

A Boulogne, chez Mme Plessis, 84, avenue de la Reine.

EN PROVINCE

A Bordeaux, à la librairie Montbelley, 4, rue Cursol.

A Marseille, à la Jeunesse Socialiste (3^e Internationale), 20, Plage.

A Lyon, au Lyon Communiste, 44, cours Morand.

A Alger, au journal Demain, 4, rue Négrier.

A Nantes, à la librairie sociale, 46, quai de la Fosse.

A Epinal, à l'Union des Syndicats ouvriers des Vosges.

A Roubaix, à la librairie Claisse, 33, rue du Bois.

A La Montagne (Loire-Inférieure), à la Coopérative Prolétarienne.

A Limoges, au Comité de la 3^e Internationale.

Au Havre, au Comité de la 3^e Internationalé.

A Arles, à la librairie Veuve Deshons, boulevard des Lices.

A Tours, à la Bonne Guerre, 10, rue d'Entraigues.

A Grenoble, dans les kiosques et au dépôt central, maison Bron, 2, rue Denfert-Rochereau.

A Nancy, au Comité de la 3^e Internationale.

A Montceau-les-Mines, chez Baujard, rue Carnot.

A Toulouse, chez Mme Lacaze, avenue Lafayette.

A Halluin (Nord), à la Jeunesse Socialiste, 53, rue Saint-André.

A l'Isle-sur-Sorgue (Vaucluse), chez M. Giraudon.

Le Mouvement Communiste Israélite

La révolution d'octobre 1917 n'a pas entraîné dans son torrent le mouvement ouvrier israélite qui possédait son organisation autonome. Dans des centres comme Kiew, Odessa, les masses ouvrières israélites qui s'étaient toujours trouvées sous l'influence du mouvement général du prolétariat russe, furent précipitées dans le courant bolchevique. Mais ce fait n'eut pas de répercussion sur l'action politique des groupes socialistes israélites, qui continuèrent leur lutte opiniâtre contre les « utopies » et la « démagogie » bolcheviques.

C'est le *Bund*, la plus ancienne organisation révolutionnaire juive qui, naturellement, donnait le ton à tous les autres groupes socialistes. Le *Bund* a dans son passé — et notamment de 1905 à 1906 — des périodes marquées d'une tendance au bolchevisme de cette époque ; mais dès 1907-1908, ses leaders donnaient un coup de barre à droite, pour se rapprocher de plus en plus des « liquidateurs » du parti social-démocrate russe. Depuis 1912, le *Bund* se trouvait en tant qu'organisation en relations étroites avec les mencheviks, relations qui subsistèrent jusqu'au moment de la Révolution allemande. L'attitude qu'il eut envers la guerre, dans les années qui précédèrent la Révolution, fut celle que manifesta toute l'Internationale. Deux courants se partagèrent le *Bund* ; l'un « défensiste », l'autre dit « internationaliste ». Le « défensisme » l'emporta et dès les premiers jours de la révolution de février cette tendance absorba toute l'idéologie du *Bund*. Avec les mencheviks, le parti soutint le gouvernement de coalition et sa politique guerrière. Mais l'insuccès de l'offensive de Kérénsky et les événements de juillet rompirent l'équilibre des deux courants au sein du *Bund* : les idées du « défensisme » et de la « coalition avec la bourgeoisie » mises en échec par les internationalistes qui l'emportent dans le Parti, font place à une tactique nouvelle : bloc avec la petite bourgeoisie urbaine et rurale, mais continuation de la lutte contre le bolchevisme.

Telle était au fond l'attitude des deux autres groupes nationaux-socialistes israélites au moment de la révolution d'octobre. Le « Parti ouvrier socialiste unifié israélite » (S. S. et S. I.) avait été constitué en mars 1917 avec les débris des deux groupes qui avaient passé inaperçus pendant la première révolution : les « Sionistes-Socialistes » et les « Socialistes Israélites » (Séimovtzy, sernovotzy). Ce Parti acquit une importance assez rapide par le fait que les masses israélites furent entraînées dans le mouvement révolutionnaire, notamment en Ukraine, où les traditions du *Bund* avaient toujours été moins fortes. Son mot d'ordre principal fut la revendication de « l'autonomie nationale personnelle » pour les Juifs, autonomie très large, qui devait donner aux masses israélites la possibilité de régler de façon indépendante leurs besoins intellectuels et moraux, leur genre de vie et leurs nécessités économiques et sociales. Cette

revendication contribua vivement à mettre en mouvement les masses de la petite bourgeoisie israélite, mais quand la vague révolutionnaire déferla, ce mot d'ordre fut largement exploité par la ploutocratie et les cléricaux israélites qui l'utilisèrent pour consolider leur ancienne influence sur la petite bourgeoisie israélite.

Le Parti « Poalei Sion », lors de la seconde révolution russe abandonna sa propagande active en faveur de la remise de la Palestine aux Juifs, et, de même que les « Unifiés », mena une propagande révolutionnaire plus ou moins radicale. Mais l'idéologie sioniste du « Poalei Sion » le préserva, semble-t-il, de l'engouement du « défensisme » : leur nationalisme ne consistait pas dans la défense du pays, du système étatiste national des peuples « étrangers », mais convoitait « leur » patrie sioniste. Cette « exterritorialité », si l'on peut s'exprimer ainsi, du Poalei-Sionisme le rendit plus accessible aux tendances bolchevistes : il n'avait pas à se détacher des traditions de la Seconde Internationale pour la simple raison qu'il n'y avait jamais adhéré ni par son idéologie ni par son organisation.

Les traditions de la Seconde Internationale ont joué un triste rôle dans l'affranchissement du prolétariat mondial. Elles ont joué le même rôle dans le mouvement israélite ouvrier. La discipline, la cohésion, l'organisation, tout ce qui avait donné au *Bund* pendant la première révolution le droit de s'intituler « l'avant-garde de la révolution russe » se retourna en octobre 1917 contre le prolétariat : le *Bund* retarda le processus naturel de dissociation dans le mouvement révolutionnaire israélite. Le *Bund* dirigea toute l'énergie de sa propagande contre la révolution socialiste, contre la dictature du prolétariat, en s'efforçant de concilier la classe ouvrière et la petite bourgeoisie sur le terrain des vieilles idées de démocratie bourgeoise, telles que l'Assemblée Constituante et l'autonomie nationale. Lors des journées d'octobre, le *Bund* défendit l'idée de la coalition de tous les groupes socialistes. Quand ce « vikjélisme » (1) n'eut abouti à rien, il ne restait plus au *Bund* qu'une chose à faire : croire à la chute prochaine du bolchevisme et y contribuer par sa propagande. C'est ce que firent les « Unifiés » et les « Poalei-Sion ». En plusieurs endroits de la Russie Soviétique, certains groupes du « Poalei-Sion » adoptèrent la plateforme du pouvoir des Soviets, mais sans que cette adhésion fit d'eux des communistes ni se répercutât sur leur idéologie nationaliste générale.

Sans scission dans les rangs des vieux groupes

(1) La politique de coalition de tous les groupes socialistes était défendue surtout par l'organisation professionnelle et administrative des cheminots d'alors le Vikjel (Comité Central Exécutif des Chemins de Fer).

(Note du trad.)

socialistes israélites, surtout dans le *Bund*, il ne pouvait être question d'un mouvement communiste profond parmi les ouvriers juifs. Sous l'influence du mouvement environnant, un certain nombre d'ouvriers juifs quittèrent les groupes socialistes israélites de droite et entrèrent au Parti Communiste. Ces pionniers du mouvement communiste israélite créèrent à l'intérieur du Parti Communiste russe des petits groupements appelés sections israélites du Parti C. R. Mais ces sections ne pouvaient avoir à cette époque une bien grande influence sur le mouvement ouvrier israélite d'autant moins qu'elles étaient créées principalement en Russie Centrale, loin de l'Oural et du Sud, où se trouvent concentrées les populations ouvrières israélites. Ces pionniers se chargèrent des fonctions de commissaires israélites. Ces derniers avaient pour mission de transformer la vie israélite en lui donnant de nouvelles bases conformes aux exigences de l'époque de la Révolution Socialiste. Pour les raisons mêmes que nous avons déjà citées, l'influence des commissaires israélites ne pouvait pas être très grande, car la masse des ouvriers juifs organisés restait encore en dehors du mouvement communiste.

La Lithuanie et la Pologne se sont trouvées constamment séparées de la Russie Soviétique. En Russie Blanche, la vie politique n'a jamais été très intense. En Ukraine la situation politique était toute différente. La révolution du 25 octobre, qui, à Pétersbourg, renversait le gouvernement de coalition eut pour premier résultat la victoire de la Rada Centrale ukrainienne, fameuse par son nationalisme, mais après quatre mois de guerre civile aboutissait à l'instauration du pouvoir des Soviets. Dans cette guerre civile, les groupes socialistes israélites se trouvèrent de l'autre côté de la barricade dans le camp de la Rada Centrale petite bourgeoise. Cette situation était à la fois la conséquence de leur attitude politique générale (ils ne croyaient pas à la possibilité du socialisme et étaient partisans du bloc avec la petite bourgeoisie), et le résultat de leur attitude nationaliste. Par suite d'un accord entre les socialistes petits bourgeois ukrainiens et israélites, se trouva réalisé en Ukraine le vieux rêve des socialistes juifs : une large autonomie nationale israélite avec un ministère israélite spécial, des communes administratives israélites et, en perspective, l'assemblée nationale israélite. Ici la « démocratie » pouvait chanter victoire. Les bolcheviks troublèrent cette paisible idylle petite bourgeoise ; aux yeux des socialistes de droite, c'était un argument de plus contre la dictature du prolétariat. Les socialistes israélites siégèrent donc à la Rada Centrale, reçurent des portefeuilles ministériels et assumèrent la responsabilité de toute cette politique de la Rada, qui ne visait pas moins que la destruction du mouvement prolétarien.

Dès janvier 1918, il y eut de fortes désillusions. On vit que la « démocratie » ukrainienne tant vantée se révélait chauvine et même antisémite. De petits pogroms avaient déjà eu lieu en novembre 1917. La proclamation de l'indépendance ukrainienne (*samostinost*) avait abouti à une rupture avec la révolution russe et subordonnait l'Ukraine à l'impérialisme allemand. L'idéologie réactionnaire l'emportait. En même temps, la fameuse

autonomie israélite « démocratique » décevait les espérances fondées en elle. Dans l'immense majorité des cas les élections mirent les communes israélites entre les mains de la ploutocratie et des cléricaux israélites. Comme on le voit, l'alliance des démocraties israélite et ukrainienne reçut un choc dès janvier 1918, mais ce fait, loin de pousser les socialistes israélites à gauche, ne fit qu'engendrer parmi eux l'apathie et le scepticisme. Ils continuèrent donc à lutter contre le bolchevisme pendant l'époque éphémère de l'instauration du pouvoir des soviets ; ils prolongèrent cette lutte même après la défaite de ce pouvoir par l'armée d'occupation allemande, et ne la cessèrent qu'avec la révolution en Allemagne.

II

La Lithuanie et la Pologne — berceau du mouvement ouvrier israélite — se sont trouvées, dès le début de la guerre européenne sous le joug du militarisme allemand qui occupa ces régions. Les ouvriers juifs de ces pays se trouvèrent séparés de la Russie et ne vécurent directement, ni les violentes chutes, ni les désillusions de la première révolution bourgeoise, ni la révolution d'octobre qui fut le prétexte d'une lutte violente des différents courants politiques. Mais, par contre, ils n'ont pas été atteints par les illusions défensives, par les idées nationalistes, qui s'emparèrent des mencheviks et de la section russe du *Bund*.

La paix de Brest — fruit de la victoire temporaire de l'impérialisme allemand — eut pour résultat l'accroissement du territoire d'occupation allemande. En avril 1918, tout l'ouest et le sud de l'ancien Empire russe, toute la région que les Juifs étaient autorisés à habiter sous l'Empire, avec sa nombreuse population ouvrière israélite était occupée par les troupes allemandes. La Russie sortit de la guerre mondiale. Les idées du « défensisme » étaient alors depuis longtemps abandonnées par le mouvement ouvrier israélite. Au début la modification brusque de la situation politique (des libertés de la révolution russe aux beautés du régime des junkers prussiens) provoqua la désillusion, l'apathie et l'indifférence politique dans les masses prolétariennes israélites. Mais cet état d'esprit est de courte durée. L'occupation allemande contribue à dissiper rapidement ce qu'il y a de borné, de préjugé national dans la conception menchevique sur le cours de la révolution russe. Frappée par la défaite de la révolution russe, la pensée politique se porte involontairement, à la suite des bolcheviks, sur l'ouest et cherche dans la révolution européenne, dans la révolution allemande, le moyen d'échapper à l'occupation allemande, au militarisme allemand. Le sort des ouvriers juifs s'est trouvé, après la paix de Brest, lié pour ainsi dire directement à celui du prolétariat allemand.

La section prolétarienne de la démocratie socialiste menchevique et du *Bund* professait un profond scepticisme envers la révolution socialiste commencée en Russie, dans le pays le plus arriéré de l'Europe. Mais si la révolution éclate en Allemagne, si dans ce pays le prolétariat s'empare du pouvoir, alors même pour les plus grands sceptiques envers le socialisme, le programme du bolchevisme devra cesser d'être une utopie ; il de-

viendra un « impératif catégorique général » pour tout socialiste véritable, élevé à l'école marxiste, révolutionnaire d'avant la guerre. Surtout, si cette révolution éclate dans cette Allemagne, dont l'Internationale ouvrière a toujours tant attendu, où l'organisation et le niveau de conscience du prolétariat pouvaient servir de modèle à toute la social-démocratie, et dont les théoriciens ont été pendant longtemps les leaders de l'Internationale tout entière.

Cela explique suffisamment pourquoi la révolution allemande produisit une impression si forte, si formidable même sur l'esprit des ouvriers israélites organisés. Novembre 1918 marque le début d'une revision complète de leur idéologie. Le menchevisme orthodoxe est abandonné tout à fait, et voit se détourner de lui toute la tendance révolutionnaire du *Bund* et des autres partis socialistes. La Révolution allemande trace au sein de ces partis la ligne de démarcation que la révolution d'octobre a tracée pour la Russie entière ; à droite, tous les éléments petits-bourgeois, tout ce que la petite bourgeoisie israélite a apporté au mouvement ouvrier en y adhérant ; à gauche, les éléments vraiment révolutionnaires, pour qui le socialisme n'est pas seulement une belle théorie mais un organisme solide de lutte de classe. Ces éléments révolutionnaires continueront longtemps à discuter entre eux sur les méthodes de la révolution sociale, s'accrocheront longtemps encore aux épaves de l'idéologie réformiste antérieure, mais ils devront venir tôt ou tard au bolchevisme, qui est l'unique forme possible de lutte pour la victoire du prolétariat.

Cette évolution interne et cette lutte durent depuis un an dans les rangs du *Bund* en Russie Blanche ; elle se déroule avec la même lenteur en Lithuanie et en Pologne. Mais en Ukraine, par suite des conditions spéciales du développement du mouvement dans ce pays, ce processus d'adhésion à la plateforme communiste s'effectue avec une rapidité toute révolutionnaire. On peut dire des socialistes israélites ukrainiens qu'ils ont changé de tactique en 24 heures. Au début de février 1919, l'organisation communiste des ouvriers juifs avait presque définitivement pris corps. C'est un résultat de la seconde révolution ukrainienne et qui se produisit après les premiers coups de la révolution allemande. Ce moment retiendra un peu plus de notre attention.

Nous avons signalé plus haut le lien étroit qui s'était établi pendant la première année de la révolution entre les socialistes israélites d'Ukraine et la Rada Centrale Ukrainienne. Les socialistes israélites soutenaient le mouvement nationaliste ukrainien, et luttaient avec lui contre le mouvement bolchevique révolutionnaire des ouvriers et des paysans. Nous avons vu les désillusions causées par la démocratie petite-bourgeoise ukrainienne aux socialistes israélites dans la période suivie quand commença à se révéler, si inexactement pour eux aussi, la physionomie nationaliste et réactionnaire de la Rada petite-bourgeoise, tendant à se séparer de la Russie révolutionnaire et s'efforçant, à l'intérieur du pays, à ukrainiser tout par la force. Déjà à cette époque on pouvait apercevoir le fil antisémite de ce mouvement. La Rada Centrale fut renversée en mai 1918 par les baton-

nettes allemandes qu'elle avait elle-même appelées en Ukraine pour combattre le mouvement populaire dirigé contre elle. Le régime du Hetman lui succéda.

En novembre 1918, les membres de l'ancienne Rada Centrale, organisés en Alliance Nationale Ukrainienne levaient l'étendard de la révolte contre le Hetman au nom de l'indépendance Ukrainienne. Le mouvement était dirigé par le Directoire Ukrainien avec son président Vinnitchenko et le commandant de l'armée Petlioura. Le mouvement réussit grâce à l'appui que lui accordèrent les nombreux groupements insurrectionnels communistes et socialistes révolutionnaires ukrainiens. Le 14 décembre, le Directoire entra à Kiev à la tête d'une forte armée révolutionnaire. Mais la physionomie politique de ce gouvernement se fait de jour en jour plus claire. Les paysans et, en grand nombre, les ouvriers s'étaient soulevés pour défendre leurs intérêts sociaux les plus légitimes, pour la terre et la liberté.

Mais les chefs du mouvement voulurent lui assigner des fins étroitement nationalistes. L'Alliance Nationale Ukrainienne et son directoire représentaient politiquement les intérêts et les aspirations de la petite bourgeoisie des villes et des paysans riches. Ils visaient à établir le pouvoir ukrainien du paysan riche et c'est dans ce but qu'ils avaient pris comme mot d'ordre l'indépendance de l'Ukraine. Mais, en même temps dans un but de démagogie sociale toute l'idéologie politique du Directoire avait été peinte en couleur bolchevique. On avait proclamé le pouvoir du peuple travailleur et sa dictature. On avait privé des droits politiques la bourgeoisie et les propriétaires terriens, en tant qu'exploiteurs, responsables, en outre, d'avoir établi le régime de l'Hetman. En guise d'Assemblée Constituante on avait émis l'idée d'un Congrès du Peuple Travailleur et des représentants des paysans, des ouvriers et des travailleurs intellectuels. Au point de vue national, cette formule n'était pas en opposition avec les intérêts de l'Alliance Nationale Ukrainienne, car elle écartait de toute participation à la vie politique les éléments appartenant à d'autres nationalités (les propriétaires terriens russes et polonais, les capitalistes israélites, russes et étrangers).

En deux mois, le véritable fond des aspirations du Directoire apparut dans toute sa netteté. Dans la lutte politique ardente qui se déroulait alors en Ukraine, chaque groupe politique devait prendre une attitude nette, toute hésitation n'était plus possible. Les socialistes israélites se montrèrent défiant à l'égard du Directoire, et à chaque coup de barre donné à droite par ce dernier, tombait une illusion des anciens opportunistes, et poussait à gauche les éléments révolutionnaires des partis socialistes israélites dans le camp des communistes qui luttaient contre le Directoire. On vit bien tôt que les phrases sur la dictature prolétarienne et paysanne n'étaient que des mots. Le Directoire entreprit la lutte contre les Soviets de députés ouvriers et paysans en réalisant la politique des droitiers du Congrès Ukrainien et de l'ataman des tirailleurs galiciens Konovaletz. Le Directoire s'illustra bientôt par de violentes répressions contre les ouvriers et contre les paysans. Le Congrès du

Peuple Travailleur et les radas locales étaient formés de façon à donner la prépondérance au paysan riche. La « démocratie » avait essayé de prendre un déguisement bolchevique, mais échoua rapidement, sans avoir reculé devant l'organisation des pogroms de Jitomir et de Berditchev, quand ils pouvaient servir la lutte contre les Soviets. Placé dans l'alternative de choisir entre l'alliance avec la Russie Soviétique Révolutionnaire et la vassalité envers l'Entente, le Directoire choisit la seconde, et dès le mois de janvier il avait remis au corps expéditionnaire français tous les chemins de fer ukrainiens. Les socialistes israéliques s'éduquaient en peu de temps dans le feu de la lutte révolutionnaire. En ce temps, le premier drame révolutionnaire se jouait en Allemagne. Le mouvement spartakiste était écrasé et semblait convier tous les révolutionnaires à achever l'œuvre commencée. Aux yeux des socialistes israéliques, l'idée de « démocratie » avait fait doublement banqueroute : les couches petites-bourgeoises s'étaient dissociées et avaient rejoint très vite le camp de la contre-révolution (L'Alliance Nationale Ukrainienne et le Directoire), et l'idée de la Constituante perdait définitivement tout crédit du fait qu'en Allemagne cette dernière se trouvait aux mains de la bourgeoisie en dépit de la préparation objective de ce pays pour le régime socialiste.

Vers la mi-janvier 1919, la majorité du *Bund* et celle du « Parti Socialiste Israélite Unifié » se trouvaient déjà sur la plateforme soviétiste, alliées activement au Parti Communiste et participaient à la lutte armée pour le pouvoir des Soviets. Le 1^{er} mars à la conférence Pan-Ukrainienne du *Bund*, s'opéra définitivement la scission dans l'organisation, scission qui s'était déjà manifestée au Congrès des Travailleurs qui comprenait deux fractions du *Bund* : l'une qui se tenait sur la plateforme soviétiste, et l'autre qui restait fidèle au parti social-démocrate menchévique. Au cours de cette conférence, la majorité changea l'ancienne dénomination du parti, qui, après la scission de l'aile droite s'intitula : *Bund Communiste*. Quinze jours plus tard, le parti socialiste israélite unifié à la 3^e Conférence de ce parti, prenait aussi le nom de « Parti communiste israélite unifié ». Quant au « Poalei-Sion », une lutte sourde avait lieu à l'intérieur du parti, mais ce groupe était politiquement désorganisé et démoralisé par la participation de ses leaders au Directoire. L'idéologie nationaliste sioniste unit la droite et la gauche de ce parti, et plus particulièrement au moment où les perspectives du sionisme par les promesses de l'Entente de donner la Palestine aux Juifs deviennent plus fermes. Ce n'est que plus tard, fin août, à la conférence pansrusse de Gomel, que ce parti se scinde. A côté de l'ancien « Parti ouvrier social-démocrate israélite-Poalei-Sion » en surgit un autre, le « parti communiste israélite-Poalei-Sion ». Le processus de différenciation se produit lentement aussi au sein du *Bund* de Russie Blanche. Mais là également, à la conférence de Gomel de novembre 1919 la majorité du *Bund* adhère à la III^e Internationale Communiste et décide d'entrer dans le Parti Communiste Russe. Selon les renseignements reçus de l'autre côté du front, la majorité du *Bund* de

Lithuanie et de Pologne eut une attitude identique. La fusion avec le parti communiste est entravée ici par certaines divergences sur des questions de politique générale, et aussi par les opinions et préjugés nationalistes qui n'ont pas encore disparu.

Dès la constitution des deux partis communistes israéliques en Ukraine, s'est trouvée posée pour ces deux groupes, la question de l'unification du mouvement communiste israélite et celle de la fusion en un seul parti communiste. Malgré la guerre civile qui rompt les rapports entre les villes, le processus de différenciation au sein des vieux partis socialistes israéliques s'est produit de façon identique dans toutes les localités, et partout la majorité s'engage sur la plateforme communiste. Les négociations relatives à la fusion des différents partis, sont menées depuis le premier jour où les idées communistes ont pénétré dans leur milieu. Il n'y a qu'une seule question sur laquelle il a fallu se mettre d'accord : la question nationale.

Pendant les deux années de révolution, un rôle considérable a été joué par la formule de l'autonomie nationale personnelle, et l'on a vu tantôt s'adoucir tantôt s'approfondir les anciennes divergences entre le *Bund* avec son autonomie intellectuelle et morale et les *Serpotvzy* qui revendiquent une large autonomie s'étendant jusque dans le domaine des questions économiques et de la représentation nationale. Dans la mesure où ces deux partis se placent aujourd'hui au point de vue de la révolution socialiste et agissent dans un pays où domine le pouvoir des Soviets, le pouvoir du prolétariat, la revendication de l'autonomie nationale n'a plus aucun sens. Auparavant elle devait servir de garantie contre l'oppression nationale et les assimilations par la force qui sont la caractéristique du régime bourgeois. Mais là où le prolétariat domine il n'y a plus d'oppressions ; une partie du prolétariat ne peut pas exiger de garanties spéciales contre l'autre partie. La question est placée sur un autre plan : il faut faire en sorte que le mécanisme du pouvoir des soviets puisse satisfaire les besoins de tous les travailleurs appartenant à diverses nationalités. Maintenant leur point de vue antérieur à savoir que la notion de « nation » est applicable entre autres au peuple juif, qui, dans son immense majorité, parle une langue commune, les communistes israéliques se sont mis à la recherche de formes d'organisations *ad hoc*, aussi bien dans le domaine de l'organisation publique que dans celui de l'action du parti. Il a fallu combiner le principe de centralisation dans la direction politique avec la constitution d'un groupement national distinct, proche de la masse ouvrière israélite. Ce fut la « section israélite » des divers commissariats ainsi que le Parti Communiste Russe.

Lorsque l'accord d'idées eut été obtenu entre le *Bund* et les *Unifiés* des conférences de parti furent convoquées simultanément et le 22 mai 1919 à la réunion conjointe de deux conférences fut fondée une « Alliance Communiste Israélite » unique, qui est devenue populaire sous l'abréviation juive de *Farband*.

Le *Farband* a fonctionné pendant trois mois

comme organisation communiste israélite distincte. Il a fait paraître pendant ce laps de temps 65 numéros du journal israélite hebdomadaire *Kommunistische Fon* (1), *Le Drapeau Communiste*, il a répandu en un grand nombre d'exemplaires, en langue juive, le manifeste de l'Internationale Communiste, le programme du Parti Communiste, adopté au 8^{me} Congrès et d'autres documents communistes. Tous les membres de l'organisation ont été déclarés mobilisés. Au moment de l'offensive de Dénikine, un groupe important de militants a été dirigé sur le front pour mener dans l'armée une action politique. Le *Farband* a mis à l'ordre du jour la dissolution des vestiges d'organisations israélites bourgeoises, telles que les communes, le secrétariat national, qui étaient au pouvoir des sionistes et des cléricaux. L'orientation des sionistes par suite de la victoire de l'Entente, avec laquelle ils étaient en rapports réguliers, et leur propagande pour la Palestine qui gênait l'enrôlement des ouvriers dans l'Armée Rouge, et, d'une façon générale, la résistance opposée par les sionistes à l'œuvre gouvernementale des organismes soviétistes poussa le *Farband* à prendre l'initiative de mettre fin à l'action des sionistes et des cléricaux. Afin d'intensifier la mobilisation des ouvriers israélites dans l'Armée Rouge, il a été organisé auprès du Commissariat de la Guerre, à Kiew, une section israélite « *Evvoensek* » qui a publié un hebdomadaire *l'Armée Rouge*, et envoyé partout des propagandistes et

(1) A Odessa paraissait à la même époque un journal hebdomadaire en langue juive : *La Voix Communiste*.

des instructeurs. Auprès du Commissariat de l'Instruction Publique il existe une section spéciale pour l'œuvre scolaire et extra-scolaire en langue juive. Le *Farband* s'est chargé également de secourir les populations israélites victimes des pogroms (Section Centrale au Commissariat de l'Assurance Sociale).

Les victoires de Dénikine ont interrompu le cours de cette grande œuvre communiste créatrice. *La veille même de l'évacuation de Kiew, le Farband a été, conformément à la décision du Comité Central du Parti Communiste Russe, inclus dans le parti en qualité de Section Israélite.* Les militants évacués d'Ukraine se sont dispersés dans les villes de l'Ouest et y ont contribué aux progrès du mouvement communiste.

Pendant le semestre écoulé, le mouvement communiste israélite a également grandi dans ces régions. Les conférences de juin (à Moscou) et de novembre (conférence régionale à Witebsk) ont constaté un revirement dans l'état d'esprit de la masse ouvrière israélite et la rupture avec les partis opportunistes. Les « semaines du parti » organisées à Gomel et à Witebsk ont amené dans les rangs du Parti Communiste Russe des centaines d'ouvriers israélites. Un journal quotidien *Der Stern* (*l'Etoile*), paraît à Witebsk, un autre *les Pauvres*, paraît à Gomel. Le mouvement est dirigé par le C.B. à Moscou, qui publie une revue mensuelle *le Monde Communiste* et aide le mouvement à l'étranger (Pologne, Amérique, Galicie).

M. RAFES.

4 décembre 1919.

Correspondance Internationale

FINLANDE

La lettre que nous reproduisons ci-dessous a été adressée à nos camarades russes qui l'ont publiée à Moscou :

Malgré les conditions particulièrement difficiles dans lesquelles nous nous trouvons, le mouvement communiste en Finlande continue son développement. Pourtant, la majeure partie des leaders sont en prison ; lors des interrogatoires, on les soumet aux pires tortures. Au moment de la guerre civile de 1918, la classe ouvrière finlandaise ne disposait pas, comme on le sait, de chefs militaires expérimentés (les bataillons finlandais avaient été dissous en 1902) ; dès lors il est certain que la bourgeoisie, en organisant l'armée et en développant l'instruction militaire rend un grand service aux ouvriers, contribuant ainsi à la future victoire du prolétariat finlandais. Maintenant au moins, nous disposons d'une bonne composition de cadres de commandement issus des classes inférieures. Certes, il y a bien dans l'armée « blanche » des détachements plus ou moins blancs (la cavalerie), mais en général les

éléments rouges représentent dans ses différentes parties ou la majorité ou dans tous les cas une minorité importante. De plus, il s'y trouve beaucoup d'éléments hésitants et c'est tout juste si l'on trouve dans l'ensemble plus d'un quart de soldats vraiment blancs. Par contre, parmi les officiers et les sous-officiers, les rouges ne sont que de rares exceptions.

Le gouvernement et les officiers n'ignorent pas l'état d'esprit « révolutionnaire » de la majorité des soldats et prennent en conséquence leurs précautions. Ainsi, les soldats peu sûrs ne reçoivent pas de cartouches ; tandis que les détachements de la garde volontaire, composés uniquement d'éléments bourgeois, sont maintenus constamment sur pied de guerre. Cette garde est organisée dans toute la Finlande et le nombre total de ses cadres dépasse 100.000 hommes, mais une grande partie d'entre eux ne saurait être employée utilement dans des batailles sérieuses. D'ailleurs, le processus de la décomposition est même commencé dans les milieux de la garde volontaire ; les éléments petits-bourgeois et paysans sont mécontents du régime blanc et n'ont pas confiance en la bourgeoisie, mais ils ne sont pas mûrs encore pour faire cause commune avec les rouges.

Les dissentiments entre adeptes de Mannerheim et ceux du président Stolberg n'ont pas encore mené à un conflit aigu car la peur qu'ils éprouvent devant l'ennemi commun obligent les blancs à maintenir leur solidarité.

En réalité, toute la population du pays est divisée en deux camps : chaque Finlandais est à l'heure actuelle ou rouge ou blanc. Les rouges représentent pour le moins la moitié et peut-être même la majorité de la population ; quant aux blancs, ils constituent encore pour l'instant une minorité importante. Le nombre des transfuges du camp des blancs s'accroît tous les jours, mais il faut dire que ce changement de couleur politique n'est, chez la plupart, qu'apparent, car la plus grande partie d'entre eux ne font, au début, que grossir les rangs des social-démocrates blancs. Les masses ouvrières sont incontestablement révolutionnaires, même lorsqu'elles se laissent prendre aux mensonges de leurs « leaders » — les social-patriotes, comme ce fut le cas aux dernières élections. Malheureusement, le prolétariat est pour l'instant complètement terrorisé. Dans les campagnes et dans les petites villes, où tous les habitants se connaissent, toute démonstration radicale d'individus isolés est accompagnée d'un danger de mort. Il suffit qu'un homme passe seulement pour être « bolchevik » pour que le premier policier venu soit en droit de le menacer ouvertement de mort sans aucun jugement, ni enquête.

Tout cela oblige les ouvriers à observer d'une part, une extrême prudence et, de l'autre, provoque chez eux une indifférence totale pour toute activité légale qu'ils considèrent comme absolument inutile. Il existe bon nombre d'ouvriers radicalement révolutionnaires par leur tendance qui ont perdu toute envie de prendre part à l'action politique légale. Mais il en est beaucoup d'autres tout aussi révolutionnaires et membres du parti social-démocrate qui restent complètement indifférents devant le fait que la majorité écrasante des militants actifs et responsables du parti et de ses représentants parlementaires appartient au nombre des social-démocrates blancs et cela non parce qu'ils approuvent la politique contre-révolutionnaire de la social-démocratie, mais simplement parce qu'ils ne peuvent admettre que les hommes nantis de la confiance du parti puissent être des contre-révolutionnaires. Ils sont enclins à expliquer et à excuser cette politique par une tactique prudente et pensent que dans la situation actuelle, elle vaut tout de même mieux que rien.

Quand bien même elle ne serait d'aucune utilité, elle ne peut être d'aucun mal. C'est là une preuve du manque d'éducation et d'expérience politiques de la classe ouvrière finlandaise.

La majorité des leaders du parti social-démocrate se trouvaient l'année dernière encore au nombre des plus sombres réactionnaires : ils ont profité du moment et de ce que les meilleurs leaders de l'ancien mouvement ouvrier étaient morts emprisonnés ou réfugiés en Russie ou en Suède — pour changer de front. Les éléments les plus lâches, les plus conservateurs, adversaires intransigeants du bolchévisme, ont eu à ce moment le champ libre et en ont profité pour prendre en mains la direction du mouvement ouvrier. Tous, ils sont des social-traitres, des adeptes de Scheidemann, des contre-révolutionnaires

avérés auxquels l'occasion seule a manqué jusqu'à présent pour manifester dans toute leur ampleur les tendances contre-révolutionnaires qui les animent. La classe ouvrière n'est pas encore arrivée à comprendre la vraie nature de ces messieurs. Il faut pourtant remarquer que partout où une propagande déclarée contre ces loups déguisés en brebis devient possible, les ouvriers les abandonnent en foule très rapidement.

L'argumentation des social-traitres se borne en général à prophétiser une nouvelle défaite de la classe ouvrière et à crier bien haut la force inébranlable des armes contre-révolutionnaires. L'effet de cette argumentation commence pourtant à s'effacer peu à peu particulièrement sous l'influence de chaque nouveau succès remporté à l'étranger par la classe ouvrière. Les tendances des social-traitres ne peuvent plus compter maintenant sur un afflux continu d'adeptes. La Finlande possède aussi ses « indépendants », mais ils ne forment pas de groupe isolé à l'exemple de ceux d'Allemagne. Ceux qu'on appelle les « Kautskistes » marchent de pair avec les social-démocrates de tendance révisionniste. Actuellement nous sommes entrés en contact avec leur aile gauche.

Si, par hypothèse le mouvement révolutionnaire d'Europe allait en diminuant, dans un avenir prochain, le groupement du parti se présenterait ici selon toute prévision d'une façon analogue à celui de l'Allemagne actuelle. Mais tant qu'en Russie le pouvoir soviétiste tiendra — et tout prouve qu'il en sera ainsi — tant que la victoire du prolétariat d'Allemagne apparaîtra de jour en jour plus certaine tant que l'Angleterre continuera à marcher vers la révolution (qui peut-être prendra au début la forme d'une révolution demi-bourgeoise), le mouvement révolutionnaire de Finlande continuera à s'accroître. Dès maintenant on remarque dans les milieux ouvriers un très fort courant contre les social-traitres et la question se pose de plus en plus impérieusement « Pour ou contre la révolution prolétarienne ? » Et bien que les social-traitres, par leurs différentes machinations dans les réunions et dans la presse se fussent assurés la victoire au dernier congrès du parti (qui a eu lieu le 7 décembre) on peut affirmer en toute certitude que les masses ouvrières ne les suivront pas. L'Union de la jeunesse a adopté à son congrès de septembre une résolution radicale et son organe même une propagande révolutionnaire marxiste ; certaines résolutions publiées dans l'*Internationale Communiste* ont été insérées dans la presse de l'Union. Cette propagande n'est pas sans exercer une heureuse influence sur certains éléments petits-bourgeois — sur les meilleurs éléments de la classe intellectuelle. Chaque victoire de l'Armée Rouge russe est directement interprétée ici comme un pas en avant vers la délivrance ; il en est de même de chaque succès de la lutte prolétarienne en Allemagne, en Angleterre et dans les autres pays.

L'exemple de la petite Finlande peut également nous montrer quelle utopie hypocrite représente la démocratie bourgeoise. Les finances de l'Etat sont en pleine baisse et nos gouvernants font des tours de force d'habileté pour éviter la faillite. Ces gouvernants rêvent d'une aventure militaire qui leur délierait les mains définitivement. A cet égard, la différence entre les adeptes de Stolberg et ceux de

Mannerheim réside uniquement dans le fait que les partisans du professeur « démocratique » sont un peu plus circonspects que ceux du général blanc.

Prière de transmettre notre salut aux camarades Lénine, Zinoviev, Boukharine et à tous les camarades russes dont nous suivons avec admiration la lutte héroïque.

Salut à tous, camarades. La victoire nous attend !

Un Soldat de la révolution.

SUISSE

Une nouvelle volte-face ! Le comité central du parti socialiste suisse a décidé, le 17 avril, par 20 voix contre 18, de recommander au prochain congrès du parti l'entrée dans la 3^e Internationale.

Il n'est pas de parti au monde qui offre une image plus désemparée et plus ridicule que le nôtre. Comme une girouette dans la tempête, il tourne à tous les vents, les votes se succèdent incohérents, contradictoires, révélant le manque absolu de directives théoriques et tactiques fermes, la crise profonde qui mine le parti et entrave son activité, la gangrène opportuniste qui le ravage.

Car il faut bien avouer que le dernier vote du comité central n'est pas plus sérieux que les votes précédents du congrès de Bâle et du référendum. Partisan convaincu de la 3^e Internationale nous le sommes nullement enchanté du résultat du comité central parce qu'il est une manœuvre d'une fraction du centre opportuniste contre l'autre fraction du même centre opportuniste.

La seule personnalité de Grimm, qui a présenté et défendu la motion acceptée, est une mise en garde contre la sincérité communiste d'une telle décision. Il suffit de lire le texte de la résolution Grimm pour sentir toutes les réserves formulées quant aux principes de Moscou.

Elle n'admet pas sans réserves *tous les principes* du congrès de Moscou, elle n'affirme son accord qu'avec la déclaration de tactique et non de principe, l'emploi de la démocratie politique dans la période pré-révolutionnaire.

Quand on sait que Grimm, il y a quelques mois, au congrès cantonal bernois, a défendu le principe de la démocratie contre celui de la dictature prolétarienne soutenu par le camarade Münch, on a de bonnes raisons de se méfier de la formule habile et très élastique de sa motion.

A celle-ci s'opposait la motion de Paul Graber en faveur de la thèse des reconstructeurs. Elle est aussi fort instructive, et il vaut la peine de la commenter.

La motion centriste de Graber est aussi habile que celle de Grimm. Après avoir mené une campagne acharnée contre la dictature du prolétariat et le système des soviets, après avoir claironné sur tous les tons que le socialisme devait vaincre par les moyens légaux et démocratiques, la résolution qu'il soutient est muette comme une carpe sur ces questions fondamentales qui ont fait pendant des mois le sujet de discussions passionnées dans le parti.

Sans doute, après les résolutions votées à Leip-

zig et à Strasbourg, qui toutes les deux affirment les principes que Graber a violemment combattus, il eût été impolitique et imprudent de sa part d'affirmer son attachement aux principes démocratiques bourgeois. Il se doit donc prudemment et se contente de cette formule vague et équivoque : « *La tactique s'inspirera de l'idéal et de l'esprit profondément humain animant le socialisme.* »

L'équivoque est plus apparente encore au § 3 qui condamne en parole tout compromis, toute union sa crée, mais qui admet le ministérialisme « qui repose sur le vote populaire ». La formule est ingénieuse et ne manque pas de prudence, d'habileté et d'élasticité. Elle ouvre la porte à toutes les compromissions et à toutes les trahisons, car toute participation ministérielle, celle de Vandervelde, de Branting, de Noske, de Renner et de tant d'autres « ministres » repose directement ou indirectement sur le vote populaire, sur la force des groupes parlementaires socialistes. Et même si l'on précisait la formule ministérialiste de Graber dans le sens d'une élection directe des « ministres » par le suffrage universel, il resterait à prouver que les ministres socialistes, dans un gouvernement bourgeois, peuvent faire autre chose que trahir « la lutte de classe » révolutionnaire.

On comprendra la confusion qui règne dans le parti suisse quand on saura que ce point de vue ministérialiste-démocratique est partagé par des « partisans » de la 3^e Internationale. (Schneider à Bâle par exemple.)

Le vote du comité central entraîne le retrait de la Suisse de tout le travail des reconstructeurs, mais il n'implique pas une adhésion sans réserve aux thèses de Moscou. C'est donc une nouvelle position plus confuse et moins franche qu'auparavant, c'est une adhésion opportuniste à la 3^e Internationale qui caractérise assez justement toute la politique du parti socialiste suisse ces dernières années ; révolutionnaire en parole, opportuniste en acte. Cette position est une tentative de maintenir l'unité du parti menacée par l'opposition des tendances aux prises. Pour contenter les partisans de la 3^e Internationale, on adhère, et pour ne pas repousser la droite démocratique et social-patriote, on maintient la tactique réformiste d'autrefois.

Cette position ne satisfera personne parce qu'elle maintient la crise et ne la résout pas. En Suisse allemande le parti se désagrège lentement. Les éléments réformistes qui repousse la phraséologie révolutionnaire se détachent du parti et vont grossir les rangs du parti grutlén, les éléments franchement révolutionnaires attendent le prochain congrès du parti avant de se séparer pour se rattacher au jeune et petit parti communiste qui clarifie ses principes, s'épure et gagne de plus en plus de sympathies. En Suisse romande où n'existent ni parti grutlén ni parti communiste, la solution de Grimm ne satisfait ni l'aile droite réformiste, ni l'aile gauche communiste du parti. L'une et l'autre réclament une solution claire et définitive.

Pas plus que la motion Grimm, les décisions du dernier comité central concernant les jeunes et les groupes communistes ne sont satisfaisantes. Le comité central a repoussé afin d'éviter la scission avec

l'extrême gauche les propositions de la direction qui voulait exclure du parti les membres des jeunesses et des groupes communistes.

En réalité, les oppositions de principe sont telles dans le parti socialiste suisse que la scission est presque fatale. Le rôle des communistes conscients est de dénoncer la confusion et l'opportuniste de la motion Grimm et d'y opposer une adhésion sans réserves aux principes de la 3^e Internationale. Mieux vaut demeurer une minorité sur des positions très nettes que devenir une majorité confuse qui traîne après elle, par opportuniste, toute la droite du parti.

J. HUMBERT-DROZ.



LOYAUTÉ DES RECONSTRUCTEURS

Le *Populaire* a annoncé, dans son numéro du 7 juillet, par une énorme manchette sur 6 colonnes : « *La Pologne arbore le drapeau blanc* ». Une information ridicule, puisée dans une feuille réputée pour ses fantaisies, la *Chicago Tribune*, servait de prétexte. Le 19, le même journal publiait une prétendue carte du front bolchevik en Pologne, suivant laquelle Kovno, Grodno, Brest-Litovsk, Lemberg seraient aux mains des Rouges.

Or, c'est là donner des renseignements faux. La légèreté qui préside à ce système d'informations discrédite les nouvelles vraies qui sont favorables aux bolcheviks. Mais pour se faire pardonner leur attitude réformiste à l'intérieur, le *Populaire* bat la grosse caisse en l'honneur des révolutionnaires de l'extérieur. Pour ce journal, l'essentiel est que d'autres fassent leur devoir. Et il croit donner le change sur ses véritables sentiments en célébrant maladroitement l'action qu'ils ne veulent pas accomplir eux-mêmes.

Que le ciel préserve les révolutionnaires de tels amis, qui n'ont à leur intention que des pavés de l'ours.

Comité de la 3^e Internationale

Réunion Plénière

Vendredi 23 juillet, à 20 h. 30, 49, rue de Bretagne, réunion plénière du Comité de la 3^e Internationale.

Commission Exécutive

Les réunions de la C. E. ont lieu tous les mercredis à 18 heures, 49, rue de Bretagne.

NOTRE SOUSCRIPTION

16^e LISTE

Marthe Pampanon, Montceau-les-Mines, 5 fr. — Liste de souscription n° 9, versé par Nicolas, 31 r. 40. — Robert L., 40 fr. — Un libertaire, 2 r. 50. — Deux abonnés, 3 fr. — Un socialiste, 1 fr. — Langros, 2 fr. — Liste de souscription n° 49, 7 fr. 50. — Liste de souscription n° 50, 51 r. 90. — H. Roland, 15 fr. — Un marin de la mer Noire, 5 fr. — Vive la 3^e Internationale, 1 fr. — Bravo Varine, 2 fr. — J. A. et H. Brice (2^e versement), 10 fr. — Supplément d'abonnement, 3 fr. — Un Communiste du Cher, 2 fr. 50. — Liste de souscription n° 13, 18 fr. 70. — Liste de souscription n° 14, 10 fr. 40. — Liste de souscription, n° 15, 29 fr. 75. — J. Lhermitte, Oran, 25 fr. — Un membre de la 2^e section, 2 fr. — Nadi, 5 fr. — Une institutrice, 5 fr. — Contre l'arbitraire gouvernemental, 3 fr. — Louis Morin, 5 fr. — Citoyenne Morin, 5 fr.

Total de la 16 liste..... 261 75

Total des listes précédentes 3.226 70

Total général..... 3.488 45

Notre Bulletin

A tous ceux qui souscriront un abonnement de 50 numéros, nous enverrons gratuitement (sur leur demande) huit publications à choisir dans la liste ci-dessous. Les indiquer seulement par les numéros.

Les abonnés à 20 numéros auront droit à quatre de ces publications.

Pour le port, joindre 0 fr. 50 en timbres pour les envois de 4 exemplaires, ou 1 franc pour ceux de huit.

Ceux qui sont déjà abonnés à 20 numéros peuvent nous demander leurs brochures.

LISTE DES PUBLICATIONS A CHOISIR

1. Manifeste et Résolution de l'Internationale communiste.
2. Hommage à la République des Soviets, par Henri Barbusse, etc..
3. Pochette de cartes postales (Lénine, Trotsky, Lou-natcharsky, Alexandra Kollontai).
4. Lettre aux ouvriers américains, par N. Lénine.
5. Les problèmes du Pouvoir des Soviets, par N. Lénine.
6. Terreur blanche et Terreur rouge, par Tchitchérine.
7. 2^e ou 3^e Internationale, par Robert Thal.
8. Vive la République des Soviets ! par Jacques Sadoul.
9. Eloge des Bolcheviks, par Boris Souvarine.
10. La 3^e Internationale, par Boris Souvarine



Travail exécuté

par des ouvriers payés

au tarif syndical

Le Gérant : R. APERCE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
Georges Dangon, imprimeur
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)